Le numéro 0 fr. 50.

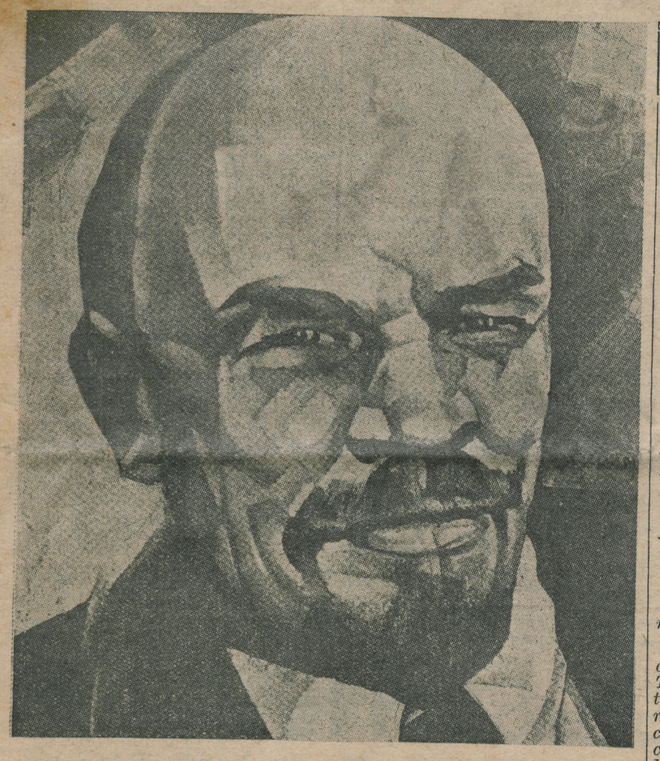
N° 30. -- Vendredi 6 Novembre 1936.

la commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LENINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IVe Internationale

Blum emploie les soldats pour briser les grèves:

Fraternisation !



Notre Politique

L'expérience du gouvernement Blum tire à sa fin, le problème de la succession se pose.

Les louvoiements du Front populaire entre les deux classes ont porté le déséquilibre économique et politique à son paroxysme.

Les masses travailleuses des villes et des campagnes comprennent qu'elles ne peuvent conserver ce qu'elles ont acquis par **L'ACTION DIRECTE DE CLASSE** qu'en brisant à nouveau par **L'ACTION DIRECTE DE CLASSE** l'offensive du grand capital.

Chacun se rend compte qu'une nouvelle occupation massive des usines porterait au rouge vif la lutte de classe, que les adversaires s'affronteraient les armes à la main. Chacun se rend compte que cette lutte épouserait rapidement la forme d'une lutte décisive entre les deux camps. Cette bataille inéluctable, les organisations staliniste et réformistes la craignent, les radicaux tentent de l'éviter; les fascistes s'y préparent fébrilement. Dans ce remous, Blum mène la politique du chien crevé : ses impuissances, ses capitulations, il déclare ne les commettre qu'à contre-cœur, uniquement parce que le principe de la coalition du Front populaire l'empêche de réaliser le programme socialiste !

L'attaché « technique », Pivert, est chargé de nous expliquer que « les meilleurs des socialistes sont contraints de sacrifier leur programme» : **FRONT POPULAIRE, GARDE MOI DE MON PROGRAMME !**

⁂

Dans cette crise de décomposition de la démocratie bourgeoise, la **FRANCE CAPITALISTE** s'affaiblit sur le plan national et international. Cet affaiblissement de « **L'ALLIEE DE L'U.R.S.S.** » compromet les positions de l'U.R.S.S. face à un bloc des Etats fascistes préparant hâtivement un nouveau partage des richesses par une guerre dont l'U.R.S.S. ferait les frais.

La politique de la bureaucratie stalinienne a misé sur les alliances militaires avec les Etats bourgeois, au détriment de la révolution mondiale. Toute cette orientation a été inspirée par la conception du **SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS**, ainsi le socialisme est étranglé en Russie même, dans le monde entier les masses travailleuses sont menacées d'écrasement par le fascisme. **L'ABOUTISSEMENT DE LA THEORIE DU SOCIALISME EN UN SEUL PAYS : LE SOCIALISME DANS AUCUN PAYS !**

⁂

Le seul objectif de la bureaucratie russe, c'est de conserver le profit qu'elle arrache aux travailleurs russes ; devant le bloc fasciste elle veut une France capitaliste plus forte, dirigée par des hommes orientés sur l'alliance franco-soviétique.

Pour parvenir au renforcement de l'Etat bourgeois, l'homme de la bureaucratie russe en France : **MAURICE THOREZ**, suit une voie différente de celle du rénégat Doriot, qui s'est mis au service de la partie du capital financier qui voulait rompre l'alliance franco-russe. Mais Thorez, au nom du Parti communiste, est aussi dangereux pour la classe ouvrière que Doriot. Comprenant l'instabilité du gouvernement Blum, Thorez exploite le mécontentement des masses ; attaquant Blum de gauche, il prépare, sous l'étiquette du Front populaire, le contenu du Front français : **HERRIOT DEVIENDRAIT L'AXE DU FRONT POPULAIRE DE DEMAIN.**

Il suffit d'observer l'attitude actuelle des radicaux, particulièrement le discours de Daladier à la Commission de l'Armée à la Chambre d'une part, ainsi que l'absence complète de mot d'ordre dans le discours de Thorez à la Mutualité, quant aux moyens de combat contre la capitulation, et de relire son appel à la Nation française, pour comprendre ce que Staline trame...

⁂

Dans cette confusion, les ouvriers communistes et socialistes se chicanent, les uns défendent Thorez, les autres Blum ; les socialistes reprochent au Parti communiste de n'avoir pas pris ses responsabilités dans le ministère Blum, pour nous la responsabilité n'en est que plus cynique. Quelque méandre que suive la politique stalinienne, l'objectif reste le même : la préparation de la classe ouvrière à la guerre : La classe ouvrière est dégoûtée de l'union sacrée, le Parti communiste-nationaliste la baptise : « **L'UNION DE LA NATION FRANÇAISE** ».

⁂

Mais la classe ouvrière française, abusée par le Parti communiste-nationaliste doit **FAIRE SON EXPERIENCE DANS LE COMBAT** : Il faut prendre Thorez au mot : « finies les capitulations ? » Soit !

Que les organisations se réclamant de la classe ouvrière représentées dans le Front populaire, prennent sous le contrôle des masses organisées en conseils et armées. **LA RESPONSABILITE DU POUVOIR !**

AU POUVOIR, BLUM, THOREZ, JOUHAUX, qu'ils réalisent les revendications des masses travailleuses.

A LA PORTE LES REPRESENTANTS RADICAUX DU CAPITAL FINANCIER ;

A LA PORTE LES REPRESENTANTS AVOUES DE LA CONTRE-REVOLUTION !

⁂

La succession de Blum est ouverte !

C'est sur la voie de l'élargissement des conquêtes ouvrières qu'elle doit être réglée. Seule l'action de classe permettra de briser l'offensive du capital.

Que Blum, Jouhaux, Thorez prennent leurs responsabilités, les masses organisées en conseils et armées les « protégeront ».

Le lieutenant-colonel de La Rocque ne montera plus au Moulin de la Galette pour discourir mais pour y subir le sort du général Thomas.

Les patrons cesseront d'occuper les usines.

Si Blum, Thorez, Jouhaux y font obstacle, ils seront balayés.

RASSEMBLEMENT !

Les minorités révolutionnaires sont divisées. Elles poursuivent chacune leur propagande et leur activité.

ELLES MARCHENT SEPAREMENT !

Nous leur proposons de coordonner leurs efforts

POUR FRAPPER ENSEMBLE !

Il ne s'agit pas d'opposer au Front populaire un autre Front populaire « de gauche », il s'agit, sur la base d'action précise de coordonner les forces révolutionnaires.

La situation impose cette solution, c'est pourquoi de nombreux militants approuvent notre campagne, toutefois la date du 11 novembre étant trop proche, d'un commun accord, une autre date sera fixée dans quelques jours.

19 ANNÉES

Il y a dix-neuf ans les ouvriers et les paysans russes chassaient la bourgeoisie du pouvoir et instauraient le pouvoir des Conseils d'ouvriers de paysans et de soldats.

Dix-neuf années de luttes et de souffrances.

Les premières années, la révolution grandit, les ennemis étaient écrasés, la dictature du prolétariat se renforçait. Autour du Parti bolchévik, dirigé par Lénine et Trotsky s'étaient rassemblés des milliers de travailleurs sous la bannière de l'Internationale communiste. Le monde bourgeois tremblait.

Puis vinrent les années de dégénérescence. Les masses furent frustrées de leurs victoires ; les progrès de l'économie ont peu apporté aux masses et beaucoup aux couches bureaucratiques. Le prestige de la révolution victorieuse a servi, sous la direction de Staline, à briser le mouvement révolutionnaire du monde entier.

Nous consacrons une large part de ce numéro à la révolution russe, à son développement passé, au problème de la jeunesse soviétique actuelle, aux leçons comparées d'Octobre et de la révolution en Espagne.

Il nous faut aussi rappeler qu'à côté des noms célèbres de ceux que Staline a fait exécuter ou qu'il s'apprête à supprimer, il reste des milliers de révolutionnaires, jeunes et vieux, qui n'ont jamais cédé, qui sont voués à la mort dans les prisons et les isolateurs si nous ne les sauvons pas !

Assez de délégations touristiques !

Imposons une commission d'enquête prolétarienne dans les bagnes de Sibérie.

Imposons la libération du compagnon de Lénine, L. Trotsky, prisonnier de la social-démocratie !

UN BUDGET DE CLASSE

Les projets financiers devant les Chambres 10 milliards de plus pour la guerre !

TROIS projets distincts constituent l'ensemble des mesures financières pour la discussion desquelles les Chambres seront convoquées le 5 novembre.

Au lendemain de la dévaluation du franc, et après les diatribes de Thorez, auxquelles s'ajoutent les critiques que les parlementaires ont recueillies au cours de leurs vacances, nul doute que la discussion soit chaude ! Ces tentatives d'esquiver leurs responsabilités ne sauraient cependant donner le change.

L'œuvre financière du ministère Blum, c'est l'œuvre de tous les élus du Front populaire, tous doivent en être tenus solidairement responsables, étant bien entendu qu'il ne s'agit pas ici de préférer une politique financière éventuelle des partis classés à droite. On sait suffisamment quel usage les partis de droite ont fait des deniers publics !

Les projets financiers du gouvernement ne sont et ne seront — quels que soient les amendements apportés — que l'énoncé des mesures imposées aux masses travailleuses pour le budget d'un Etat qui n'est pas leur Etat. Caricaturalement, mais véridiquement, le cantonnier paie la luxueuse auto qui l'éclabousse ; le gréviste fournit au garde-mobile le fusil qui servira à le crosser; le métayer paie le juge qui le punit d'être pauvre. Les divergences se manifestent non sur le fond, mais sur la façon de présenter la note à payer.

Le premier projet tend à alléger les budgets locaux et départementaux ; le second réaliserait une nouvelle réforme fiscale ; le troisième est le budget proprement dit pour 1937.

Grandgousier ne savait s'il devait se réjouir de la naissance de Gargantua, ou pleurer la mort de sa femme ; le contribuable doit-il rire ou pleurer des projets qui viennent en discussion ?

Se réjouir, puisque — premier projet — les budgets locaux sont allégés de 650 millions ?... Non, car cette charge globale, dépenses d'assistance et de voirie, est transférée au budget d'Etat.

Second projet : toutes les taxes sur le chiffre d'affaires sont supprimées... mais elles sont remplacées par une taxe globale d'au moins six pour cent perçue sur le prix des marchandises livrées par le grossiste au commerce de détail. Le rapport éventuel sera de six milliards, ce qui ne fera pas baisser le coût de la vie !

Mais les riches vont payer, car une taxe complémentaire et progressive frappera les revenus et salaires supérieurs à 70.000 francs ! Cet impôt sur la richesse doit rapporter au maximum 250 millions, ce qui indique suffisamment que les expropriateurs ne sont pas encore écorchés par le Front populaire, pas même tondus... effleurés tout au plus.

Que dire du budget ?

Les dépenses prévues excèdent de sept milliards les dépenses prévues au budget précédent, le déficit est d'environ un milliard et demi de francs. C'est peu, dira-t-on, mais attention, le budget est à double-fond !

En marge du budget dit ordinaire apparaît un budget additionnel, que nulles recettes ne viennent équilibrer, et qui révèle un déficit évalué à 25 milliards environ. Les dépenses militaires « exceptionnelles » y figurent pour huit milliards et demi... Le déficit des grands réseaux de chemins de fer pour environ six milliards ; l'équipement national pour trois milliards... J'en passe !

Le déficit sera couvert par des emprunts. A propos, pour quelle proportion figurent dans nos impôts les intérêts aux banquiers et grands propriétaires qui consentent à l'Etat des prêts à la petite semaine ?

Le Front Populaire emploie les soldats pour briser les grèves

Le Front Populaire prépare un 11 novembre de collaboration de classes. La nation doit se réconcilier en regardant défiler « l'armée républicaine ».

Mais la lutte de classes se poursuit sans cesse. Dans le Nord, à Roubaix et Tourcoing, les charbonniers font grève. Le gouvernement du Front populaire se défend de vouloir porter entrave à la grève, mais il veut assurer l'approvisionnement en charbon des usines.

Alors le gouvernement de Front populaire met à la disposition des usiniers, la troupe pour amener le charbon aux usines.

Daladier vient de signifier : pas de politique dans l'armée. Mais les soldats sont employés pour briser une grève. La C.G.T. se tait, l'*Humanité* et le P. C. se taisent, le *Populaire* présente les faits comme une plaisanterie faite aux bourgeois.

Les militants révolutionnaires doivent immédiatement alerter la classe ouvrière.

Pas un soldat ne doit servir de jaune.

Les révolutionnaires s'adresseront également aux fils d'ouvriers et de paysans encasernés. Ils leur diront : vous ne servirez pas contre les travailleurs, vous ne serez pas des briseurs de grèves. Vous serez avec ceux qui luttent contre les deux ans, pour vos revendications, pour vos droits politiques que le Front populaire refuse, tout comme les partis de droite. Vous ne vous laisserez pas prendre aux boniments sur l'armée républicaine pour être au service du capital. Vous ne serez qu'au service de votre classe.

Constituez vos comités de soldats !

LA GUERRE RODE EN ESPAGNE

Seule la révolution prolétarienne peut vaincre en Espagne

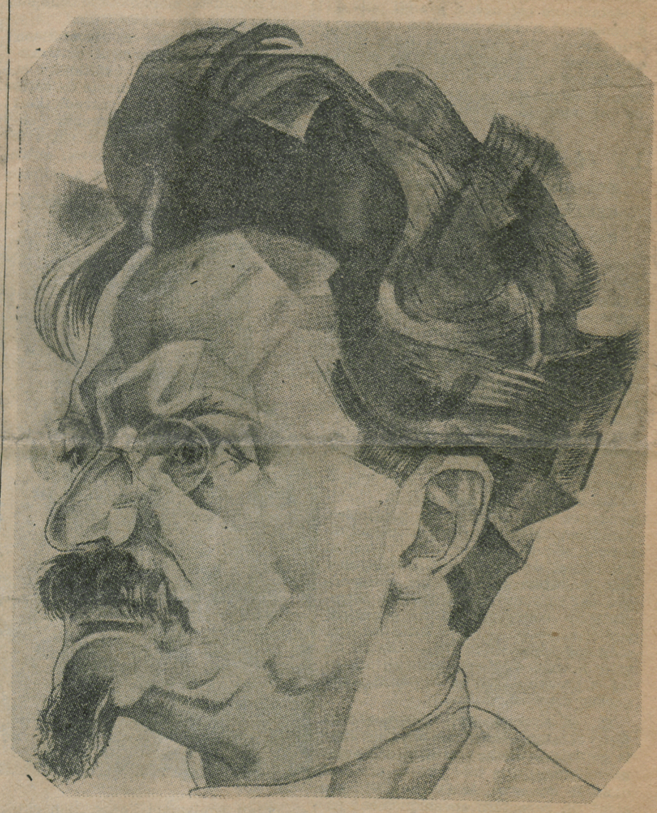
AUTOUR de Madrid, la lutte se poursuit. Le gouvernement Caballero a procédé à une contre-offensive, en utilisant des tanks ; les fascistes ont employé des tanks munis de lance-flammes. L'aviation multiplie son activité. Nous laisserons les tacticiens du café du commerce traiter en chambre les problèmes de la défense de Madrid. Nous ne cesserons de dire que l'écrasement du fascisme en Espagne ne dépend pas seulement d'un armement moderne ; celui-ci est nécessaire, mais ce qui est essentiel pour vaincre, c'est une direction politique juste.

Les travailleurs espagnols ne se battront à mort et ne rencontreront le plein appui des masses travailleuses du monde entier, que si chaque travailleur éprouve instinctivement qu'il se bat pour sa propre cause, que la guerre qu'il mène n'a pas des objectifs étrangers à ses intérêts. Un programme clair pour l'Espagne, c'est le pouvoir aux masses organisées en conseils, en milices ; c'est la terre aux paysans, l'expropriation des grandes entreprises et des banques ; c'est le Maroc aux Marocains, c'est la suppression de tout le vieil ordre social (armée républicaine, garde civile, justice bourgeoise, etc.)

Il nous faut aussi répéter que depuis des semaines, le glissement en dehors de la voie révolutionnaire se poursuit dangereusement. Les socialistes sont restés des démocrates petits bourgeois, les communistes sont au service de Staline les adversaires de la révolution prolétarienne ; les anarchistes montrent que leur antiétatisme doctrinaire se retourne, sous la pression des circonstances, en une collaboration au pouvoir avec la bourgeoisie de gauche où ils sont, en fait, les prisonniers. Le témoignage le plus accablant à leur sujet, nous le trouvons sous la signature du militant anarcho-syndicaliste L. Nicolas, dans La Révolution Prolétarienne *du 25 octobre, où est démontré que la bourgeoisie espagnole a confié aux anarchistes les postes qui nécessitent de demander des sacrifices.*

Depuis, la collaboration s'est étendue de Barcelone à Madrid. Enfin, le P.O.U.M., après avoir parlé du gouvernement ouvrier, de ne jamais rendre les armes à la bourgeoisie, a accepté, contre un ministère à la Généralité catalane, de laisser militariser les milices. Est-ce sur cette base de capitulation que, la semaine dernière, à Bruxelles, la conférence internationale qui groupait des formations hors de la IIe et de la IIIe Internationales a voulu créer une Internationale contre les bolchéviks-léninistes, contre la IVe Internationale ?

La révolution espagnole est en péril, l'aide technique de l'U.R.S.S. est strictement donnée à un gouvernement républicain et s'accompagne de l'étouffement de la révolution, le prolétariat doit faire passer ces moyens entre ses propres mains. Seule la révolution prolétarienne viendra à bout du fascisme et résoudra la crise de la démocratie bourgeoise par la dictature du prolétariat.



LE PATRONAT REPREND L'OFFENSIVE

A son sabotage opposons : le contrôle ouvrier, l'occupation des usines.

Il est évident que le patronat, assuré que le gouvernement de « Front populaire » et la bureaucratie syndicale s'emploieront, par tous les moyens, à paralyser l'action des masses, intensifie la lutte et applique ses méthodes spécifiques de combat. Il s'agit beaucoup moins pour lui d'atteindre un gouvernement moins souple que les autres à la défense de ses intérêts, que de reprendre aux ouvriers, par une autre combinaison parlementaire ou même extra-parlementaire, les avantages conquis depuis juin par les grèves, les occupations d'usine et l'action syndicale.

Le gouvernement de « Front populaire » était nécessaire au capitalisme. La lutte de classes est arrivée à un point tel que, seule, la social-démocratie hissée au pouvoir pouvait se permettre de duper les masses. Elle accomplit en France son rôle historique : combattre la révolution, sauver la bourgeoisie !

Cette bourgeoisie profite de l'accalmie, de l'affaiblissement du prolétariat pour passer à l'action. Le sabotage de la production est organisé ; les patrons conservent par devers eux les commandes qui leur parviennent, refusent de les prendre ou les accomplissent au rythme ralenti. Il ne s'agit pas là simplement d'empêcher la réussite de « l'expérience Blum ». La dévaluation et certaines autres mesures administratives ou financières pouvaient, sur le dos de la classe ouvrière, donner aux échanges une reprise temporaire. Le patronat pouvait très bien s'accommoder de « l'expérience Blum », y ramasser (il y ramasse !) de substantiels profits. Mais il ne peut admettre que sa puissance soit battue en brèche et que s'accroisse la force ouvrière.

Or, le sabotage de la production, c'est, avant tout, l'affaiblissement de la classe ouvrière. Sous le prétexte de « diminution des affaires », des ouvriers sont licenciés et ce sont toujours les plus combatifs. On les rejette dans les rangs des chômeurs où ils deviennent inorganisés, et proies désignées du fascisme. Les organisations syndicales sont automatiquement démembrées; par la peur du licenciement, on contraint les autres ouvriers au silence, on diminue leur salaire, soit par la diminution du taux horaire, soit par la réduction des heures de travail. Enfin, certaines usines ferment à Paris ou dans les grands centres industriels et urbains pour s'installer en province, isolant ainsi les ouvriers employés.

La méthode n'est pas nouvelle. Elle fut appliquée en Russie entre février et octobre 1917, alors que les masses faisaient pression sur le gouvernement de Kérensky pour obtenir la journée de huit heures, l'augmentation des salaires ; elle fut appliquée en Allemagne en 1923 lorsque la bourgeoisie allemande voulut créer des difficultés à la social-démocratie pour qu'elle écrase les velléités révolutionnaires du prolétariat ; elle fut mise en œuvre en Italie, lorsque après les occupations d'usines, les ouvriers arrachaient quelques avantages.

En Russie, la manœuvre fut déjouée, car il existait un parti révolutionnaire déjà assez fort pour imposer sa volonté ! Les Soviets d'usines et de fabriques, impulsés par les bolchéviks, imposaient immédiatement leur contrôle, contraignaient les patrons à assurer une production normale et assurèrent la marche des usines en lieu et place des patrons défaillants, cela malgré le gouvernement de Kérensky. En Allemagne et en Italie, la complicité de la social-démocratie des partis staliniens et de la C.G.T. devait permettre au capitalisme de triompher et d'instaurer le fascisme.

Dans quelle voie engage-t-on le prolétariat français ?

Le « Populaire » s'insurge contre les mauvais patrons qui font des misères à Léon Blum et Léon Blum directeur du quotidien socialiste, demande à Léon Blum, chef du gouvernement, de prendre des mesures contre les saboteurs ! Cette comédie indique que la social-démocratie ne veut rien faire, qu'elle oublie les masses qui la soutiennent.

Jouhaux, chef d'une organisation syndicale qui groupe cinq millions de travailleurs, s'adresse au gouvernement pour qu'il mette fin au sabotage. Le parti communiste se dérobe à toute action et rejette les responsabilités sur Blum.

Devant cette carence criminelle, les ouvriers doivent passer par dessus leur tête et agir.

Les ouvriers doivent désigner leurs responsables dans l'usine et l'entreprise qui contrôleront les commandes et leur exécution. Les comptabilités doivent être ouvertes au grand jour, les comptes étalés. Il y va de la vie de la nation et le contrôle ouvrier est la seule force qui contraindra les patrons à se soumettre ou à se démettre.

Les ouvriers ont la force, ils doivent l'imposer. Blum, Thorez et Jouhaux diront alors s'ils ne reconnaissent que « l'illégalité » mise en œuvre par le capitalisme !

BRAVO PANHARD

— On serait mieux dans nos lits.

— Possible. Mais les 775 copains, tu crois qu'ils coucheront mieux dans la rue ?

« Paris-Midi », du 5-11-36.

La presque totalité des ouvriers de chez Panhard et Levassor occupent l'usine.

Le patronat avait voulu licencier 775 ouvriers, presque le quart du personnel. Il y a les accords Matignon, le contrat collectif, etc. Les patrons s'en moquaient. Les métallos de chez Panhard n'ont pas cessé.

Et maintenant, gare aux manœuvres ! N'acceptez aucun boniment sur la « neutralisation » de l'usine, n'évacuez pas l'usine. Ce serait le meilleur atout donné au patronat pour torpiller le mouvement.

Un comité d'usine pour instaurer le contrôle ouvrier. Des comités dans toute la métallurgie parisienne. Un congrès des comités pour décider l'aide aux copains de chez Panhard.

Les métallos qui ont engagé la bataille en juin ne se laisseront pas battre.

« La Révolution russe n'est qu'un anneau dans la

19e Anniversaire

LES PROBLÈMES de la RÉVOLUTION D'OCTOBRE

Pour la dix-neuvième fois revient l'anniversaire de la prise du pouvoir par les ouvriers et les paysans de l'ancien empire tzariste. Les premiers anniversaires furent marqués des premières victoires de la révolution ; au cours des suivants furent traités les problèmes des plans quinquennaux ; avec le récent procès de Moscou, les prochaines exécutions préméditées et l'octroi, par la grâce de Staline, de la constitution « la plus démocratique du monde », on peut dire qu'avec le 19e **anniversaire est en train de se fermer un cycle historique commencé dix-neuf années auparavant : la Révolution prolétarienne est née, a grandi puis a dégénéré.** Il n'entre pas dans le cadre d'un article de journal de faire plus que brosser à grands traits les diverses étapes du développement, d'en indiquer les caractéristiques essentielles, de signaler les problèmes présents.

La révolution prolétarienne accomplit les tâches démocratiques que la bourgeoisie ne peut plus résoudre

Ce qui caractérise essentiellemnt la Révolution d'Octobre, ce fut la combinaison de la lutte des ouvriers avec le soulèvement des paysans et des peuples opprimés. Les ouvriers conduits par le Parti bolchévik, prirent la direction de la révolution à laquelle participèrent les paysans (dont une grande partie était alors mobilisée) et qui instaura le pouvoir des conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats. D'une part, ce pouvoir refusa de continuer à participer à la guerre impérialiste ; d'autre part, il accorda immédiatement la terre aux paysans et l'indépendance aux nationalités opprimées. Ainsi le pouvoir qui reposait essentiellement sur les ouvriers des villes, et qui faisait de la Révolution d'Octobre une révolution prolétarienne, commençait par résoudre des problèmes démocratiques bourgeois qui ne pouvaient pas être résolus — il a suffi des huit mois qui séparent la révolution de février à celle d'octobre pour en apporter la preuve éclatante — par la bourgeoisie russe elle-même.

Et, en octobre 1917, bien que l'objectif révolutionnaire des ouvriers était le socialisme, ils ne purent prendre immédiatement que très peu de mesures dans le domaine de la propriété qui aient un caractère spécifiquement socialiste. Le contrôle ouvrier sur l'industrie fut institué, mais la socialisation des industries ne se fit que quelques mois plus tard, en 1918 ; il faut encore ajouter que c'est la guerre civile et ses nécessités qui obligèrent le pouvoir soviétique à procéder à cette époque, non pas suivant un plan soigneusement établi qui aurait permis de tirer le meilleur rendement des forces productives existantes, mais très brutalement pour ne pas succomber sous les coups de la contre-révolution.

La révolution d'Octobre, avant-garde de la vague révolutionnaire d'après-guerre.

La révolution prolétarienne avait commencé dans le pays d'Europe où le prolétariat se trouvait dans les conditions les plus défectueuses pour le développement du socialisme ; les prolétaires russes devaient d'abord extirper le féodalisme à qui la bourgeoisie préférait encore se rattacher que de sombrer sous les coups des ouvriers ; ils trouvaient dans le domaine de l'économie milie fois plus d'obstacles que les prolétaires des autres pays. Mais la révolution d'octobre était le premier assaut de la vague révolutionnaire engendrée par la guerre impérialiste ; les ouvriers de l'ancien empire tzariste auraient dû compter sur le triomphe des ouvriers des pays capitalistes évolués. Or, si les luttes des travailleurs européens furent d'une aide suffisante pour permettre au pouvoir soviétique de se maintenir après trois années de guerre civile, elles n'aboutirent nulle part à abattre le régime capitaliste. La vague révolutionnaire d'après-guerre fut brisée sauf en U.R.S.S.

Le « communisme de guerre »

Au cours des années de guerre civile acharnée, le pouvoir soviétique se maintient en instaurant le régime dit du « communisme de guerre », marqué par la centralisation la plus absolue, ce qui ne fut pas sans entraîner fréquemment de graves difficultés dans les campagnes.

Dans le domaine politique, des transformations se produisirent également ; une fraction des « socialistes révolutionnaires de gauche » qui avait participé au pouvoir avec les bolchéviks s'en sépara en 1918, en tentant de provoquer un soulèvement armé ; jusque dans l'année 1919, à côté du parti bolchévik, les mencheviks agissaient ouvertement dans les soviets, défendant leurs positions dans le cadre de la légalité soviétique. Ce n'est que sous la pression inouïe des circonstances, devant les exigences énormes de la guerre civile que le pouvoir soviétique renforça les mesures de dictature, mettant hors la loi le parti menchevik dont nombre de dirigeants collaboraient avec les blancs.

La N.E.P.

La guerre civile achevée victorieusement, le pouvoir soviétique se trouva devant des tâches nouvelles. Des milliers d'hommes qui avaient été employés à détruire devaient être réintroduits dans la production. Il fallait aussi s'orienter sur une perspective mondiale plus longue, attendre que les prolétaires d'Europe se remettent de leur défaite et menacent à nouveau le régime capitaliste. En 1922, le pouvoir soviétique procéda à un changement de cours : on introduit la N.E.P. (nouvelle politique économique), qui fut essentiellement marquée par le rétablissement du marché libre pour la paysannerie. L'industrie, les transports commencent à être restaurés ; les relations avec les Etats capitalistes commencent à être suivies. La mort de Lénine, en janvier 1924, ferme la première étape de la Révolution d'Octobre.

Les nouveaux problèmes qui se posèrent étaient tout simplement la continuation de la lutte des classes, mais se poursuivant dans le cadre du régime soviétique. La Révolution d'Octobre avait écrasé politiquement en U.R.S.S. la bourgeoisie, mais celle-ci subsistait dans le monde et, en U.R.S.S. même, dans les campagnes la libération du joug féodal allait permettre aussi le développement des forces productives et, dans les conditions existantes, de forces orientées non dans le sens socialiste, mais dans le sens du rétablissement du capitalisme.

La société créé par la Révolutioon d'Octobre était une société de transition entre la société capitaliste et le socialisme. Dans l'économie de cette société transitoire, les contradictions étaient extrêmement nombreuses : entre la ville et la campagne, entre le prolétariat et la paysannerie, entre les diverses nationalités, et à celles-ci s'ajoutait également l'opposition entre l'U.R.S.S. et le monde capitaliste. Par suite du bas niveau de l'économie que les bolchéviks avaient hérité du tzaliste et de guerre civile, il était évident lisme et guerre civile, il était évident qu'on était loin de pouvoir établir une société harmonieuse, où les besoins de tous seraient satisfaits. La lutte de classes allait se poursuivre très vive dans le cadre du régime soviétique.

MOSCOU 1918

Le développement de la bureaucratie et la transformation du parti bolchevik

C'est en partant de ce fait que l'on peut comprendre la transformation qui a abouti à la désagrégation du parti bolchévik, ainsi que le développement de la bureaucratie soviétique. La classe ouvrière était parvenue au pouvoir en 1917 ; elle l'exerça de 1917 à 1923 sous la direction du Parti bolchévique. Mais ce pouvoir s'exerça au moyen d'une machinerie qui prit une extension croissante, notamment après les années de guerre civile : les syndicats, les coopératives, les trusts, l'armée, les ambassades, les kolkhozes, etc., etc... occupèrent un nombre grandissant de fonctionnaires, dont beaucoup furent pris inévitablement parmi les fonctionnaires ou parmi les couches possédantes de l'ancien régime.

Cet appareil bureaucratique — qui est numériquement supérieur au nombre des ouvriers occupés dans l'industrie en 1917 — entra comme élément dans la lutte des classes, non seulement comme exécutant, mais de plus en plus comme dirigeant. Ce changement de rôle s'opéra en même temps et grâce à la transformation du Parti bolchévik. Seul parti légal et parti dirigeant, il devait voir s'exprimer ou se refléter dans son sein les diverses forces sociales en lutte. Le Parti bolchévik n'était plus l'organisation des révolutionnaires professionnels, des éléments traqués par la police, des ouvriers adhérents à des cellules illégales ; malgré de massives adhésions d'ouvriers et de paysans, le rôle dirigeant dans le parti appartint de plus en plus aux dirigeants des institutions, au directeur d'usine ou de trust, de coopérative, de kolkhoze, etc... qui exprimaient des intérêts personnels ou de groupes se détachant du prolétariat et désireux de se concilier les bonnes grâces des couches non prolétariennes et même du capitalisme étranger, au détriment des intérêts du prolétariat.

rienne en Allemagne en 1923 contribua pour beaucoup à faire abandonner à d'importantes couches dirigeantes du Parti bolchévik tout espoir dans la révolution prolétarienne mondiale ; ils n'eurent alors qu'une perspective : stabiliser. Bien entendu, tous ces phénomènes de réaction sociale ne se développèrent pas de façon consciente pour ceux même qui en étaient les acteurs ; ils continuèrent à employer une phraséologie révolutionnaire, surtout pour combattre ceux qui, dès 1923, autour de Trotsky et de l'opposition de gauche, défendirent le programme de la révolution socialiste mondiale.

L'opposition de gauche lutte pour l'industrialisation contre le koulak

Les premières divergences dans le Parti bolchévik qui devaient aboutir à la situation présente se produisirent en 1923. Dans la brochure « Le cours nouveau », Trotsky demandait d'une part une modification au régime intérieur du Parti bolchévik, plus de possibilités politiques pour les jeunes ; et posait la nécessité d'un plan d'industrialisation. De 1923 à 1927, les divergences s'accentuèrent considérablement ; nous ne faisons que signaler celles ayant trait à la lutte mondiale du prolétariat, notamment au sujet de la grève générale anglaise et de la révolution chinoise ; mais pour l'U.R.S.S. l'opposition de gauche dut batailler pour l'industrialisation et pour une politique contre le koulak (paysan aisé) à la campagne. La direction staliniste du Parti bolchévik, après avoir dénigré l'opposition, avoir dénigré ses positions « Le moujik n'a pas besoin d'un phonographe », et obtenu par la calomnie et la violence l'exclusion de l'opposition hors des rangs du Parti bolchévik (15e congrès, novembre 1927) reprit quelques mois après, en janvier 1928 une partie du programe de l'opposition.

L'aventurisme dans l'industrialisation et la collectivisation à la campagne

Le premier plan quinquennal, la lutte contre le koulak devinrent les thèmes staliniens à cette époque ; mais le tournant exécuté bureaucratiquement fut accompli sans aucune mesure : dans le domaine de l'industrie, il n'était question que de « rattraper et dépasser » en quelques années les Etats capitalistes les plus évolués, aboutissant à un déséquilibre et à un gâchis considérables ; dans le domaine de l'économie paysanne, au lieu de procéder avec prudence à des collectivisations dans les endroits les plus favorables, en disposant du machinisme agricole le plus perfectionné, on procéda par décrets à une collectivisation généralisée qui aboutit rapidement à une hostilité profonde de la paysannerie, à des récoltes déficitaires, à un décimage du cheptel. Pendant que s'effectuait cette politique débridée, l'opposition de gauche, dont le dirigeant, Trotsky, avait été expulsé de l'U.R.S.S. et dont des milliers de membres étaient emprisonnés dans les isolateurs et bagnes de Sibérie, cria : casse-cou.

La bureaucratie dirigeante dut, sous la pression des forces sociales, abandonner sa politique aventuriste. Mais elle abandonna, dès lors, aussi toute orientation socialiste.

Le « Socialisme dans un seul pays » mène au socialisme dans aucun pays

En 1925, dans sa lutte contre l'opposition de gauche, la fraction stalinienne chercha à se justifier doctrinalement; elle construisit la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Celle-ci entraîna ses conséquences ; le pouvoir soviétique bâtissait ses plans sur des rapports cordiaux avec certains Etats capitalistes, la révolution dans ces Etats faussait le jeu, la bureaucratie dirigeante de l'U.R.S.S. au nom du « socialisme dans un seul pays » sabota le socialisme dans les autres pays. Mais cette politique était incompatible avec le socialisme — ou plutôt les tendances socialistes dans le pays même.

Il y avait, après 1917, des classes en U.R.S.S., la lutte des classes subsistait ; une politique socialiste eut consisté, d'une part à renforcer les positions prolétariennes, d'autre part à tendre, à élever la situation des masses les plus pauvres et à atténuer les inégalités. La minorité bureaucratique qui dirige l'U.R.S.S., placée sur une voie opposée au socialisme, ne pouvait chercher à se maintenir qu'en augmentant les différences entre les couches sociales et qu'en créant des couches privilégiées sur lesquelles elle pourrait s'appuyer. Le rétablissement complet du système monétaire, la suppression des paiements en nature pour les ouvriers, l'installation des méthodes de surproduction par le stakhanovisme, témoignent des efforts poursuivis systématiqument pour créer des divisions au sein même de la classe ouvrière.

Chacun des coups de barre de la fraction de Staline dans le domaine économique a été accompagné de coups portés sur diverses couches du Parti bolchévik. Après l'exclusion de l'opposition de gauche, en 1927, sont venus l'élimination de l'opposition de droite en 1930, des rafales d'exclusions, des procès, des déportations. Le récent procès de Moscou et les exécutions qui le suivirent, marquent un point final à toute une évolution : Staline détruit toute l'armature de l'ancien Parti bolchévik

Des conquêtes d'octobre, il subsiste encore le monopole du commerce extérieur, l'industrie collectivisée et une certaine forme de propriété collective à la campagne. Qu'exigeront encore les forces de la contre-révolution qui ont obtenu les cadavres des anciens chefs de la révolution ? Quelles transformations se préparent encore dans l'économie, dans la bureaucratie ; quelles différenciations se produiront encore ?

Mais, si différentes que puissent être les opinions sur ces points, il est une tâche qui prime : celle de porter secours aux révolutionnaires de l'Union soviétique, soumis aux pires tortures, à ces hommes qu'une révolution dégénérée n'a pas fait désespérer de la révolution, qui demain pourront aider le prolétariat soviétique à reprendre le chemin de son émancipation, le prolétariat mondial à édifier le socialisme.

NOS ENQUÊTES

L'U. R. S. S. est-elle ou non un État prolétarien ?

Nous poursuivons l'enquête ouverte dans le n° précédent en publiant cette semaine la lettre que nous adresse un jeune ouvrier agricole en réponse à la question posée.

A mon avis, le problème est excessivement complexe. Malgré tout, par sa forme économique, l'U.R.S.S. est encore un état prolétarien, mais avec sa bureaucratie actuelle, elle ne doit plus être considérée par nous, B. L., que comme un terrain de lutte comme tout autre pays capitaliste.

Le récent « procès » de Moscou a ouvert les yeux à bien des ouvriers cimmunistes. La bureaucratie stalinienne a définitivement rompu avec les quelques liens idéologiques qui la liaient encore avec la Révolution d'Octobre. En assassinant Zinoviev, Kaménev et autres, elle s'est totalement déshonorée aux yeux du prolétariat mondial.

Oui, je le répète, pour nous B. L., la tâche internationale qui s'impose, c'est de montrer au prolétariat universel et aux travailleurs russes, que la Russie, quoique encore Etat ouvrier, n'est plus la Russie Rouge de Lénine et de Trotsky, que la bureaucratie qui s'est installée dictatorialement au pouvoir, là-bas, doit être combattue par une lutte de tous les instants, comme nous combattons l'impérialisme de tous les pays et du nôtre.

Les organismes centraux de la IVe Internationale doivent chercher à joindre le prolétariat russe, pour lui faire entendre que, seule, une action puissante de masses peut chasser la bureaucratie dirigeante et redonner une vigueur nouvelle au mouvement ouvrier international.

Dans le dernier numéro de « La Commune », la première réponse à l'enquête à laquelle je destine ces lignes est signée d'un milicien d'Espagne. Sans vouloir lui donner des leçons révolutionnaires dont il n'a aucunement besoin, je tiens à lui répondre. (Et j'espère qu'il lira cette modeste épitre d'un jeune révolutionnaire.

Ce camarade B. L. prétend qu'il n'y a plus rien à défendre en Russie. Non certes, cher camarade, et nous devons considérer la couche dirigeante actuelle comme une ennemie implacable que nous devons d'ailleurs combattre de même, mais... il y a, en U.R.S.S., des milliers de travailleurs qui observent attentivement les phases de la lutte ouvrière mondiale, des travailleurs dupés, trompés, bafoués, mais qui comprennent... et se taisent, tellement la terreur staliniste est grande, des travailleurs qui ont participé aux luttes militaires et politiques de 1917-1920 et qui, certainement, se souviennent. Si des générations de jeunes ont grandi et grandissent sans savoir, dans l'erreur et le mensonge, il y a là-bas des générations de travailleurs qui se rappellent... Lénine, Pétrograd, les seize armées rouges de la guerre civile, la fondation de l'I. C., la lutte implacable, farouche, meurtrière, contre les Youdenitch, les Vrangel, les Denikine, tous ces blancs, soutenus par les impérialismes européens ; qui se rappellent la silhouette énergique de L. Trotsky! Et cela, il ne faut pas l'oublier !...

Enfin, pour terminer et répondre à la question plus directement, je déclare : Oui, au point de vue social, la Russie est encore un Etat ouvrier, mais au point de vue direction politique, Non !

Et c'est contre cette couche de fusilleurs, d'arrivistes, je dirai même de renégats, qu'il faut concentrer notre action internationale.

Le prolétariat russe et avec lui, la Révolution d'Octobre peuvent encore être sauvés !

F. F.

Le 1er novembre 1936.

LA JEUNESSE SOVIETIQUE

(Extrait de " La Révolution

Le dernier livre de L. Trotsky, prisonnier en Norvège, d'où sont extraites les pages suivantes sur la jeunesse en U.R.S.S., constitue l'étude la plus scientifique sur tous les aspects du monde soviétique. Aucun militant révolutionnaire ne saurait se passer de la lecture de cette œuvre.

« La jeunesse soviétique ignore le désir de s'enrichir, la mesquinerie petite-bourgeoise, le bas égoïsme », assurait le principal rapporteur au congrès des jeunesses communistes d'avril 1936. Ces paroles sonnent manifestement faux en présence du mot d'ordre dominant d'aujourd'hui : « aisance et belle vie », des méthodes du travail aux pièces, des primes et des décorations. Le socialisme n'est pas ascétique, il s'oppose profondément à l'ascétisme chrétien comme à toute religion, par son attachement à ce monde et rien qu'à lui. Mais il a sa gradation des valeurs terrestres. La personne humaine ne commence pas pour lui par le souci de la vie aisée, mais où expire ce souci. Seulement, il n'est donné à aucune génération de sauter pardessus sa propre tête. Tout le mouvement Stakhanov est pour le moment fondé sur le « bas égoïsme ». Son seul étalon de mesure qui est le nombre des pantalons et des cravates gagnés au prix du travail, atteste justement la « mesquinerie petite-bourgeoise ». Que cette phase soit historiquement nécessaire, soit ; il faut alors la voir telle qu'elle est. Le rétablissement des relations commerciales ouvre incontestablement la possibilité d'une amélioration sensible du bien-être individuel. Si les jeunes gens soviétiques veulent pour la plupart devenir ingénieurs, ce n'est pas que l'édification socialiste les séduise tant, c'est davantage que les ingénieurs sont beaucoup mieux payés que les médecins et les instituteurs. Quand les tendances de cette sorte se précisent dans une atmosphère d'oppression spirituelle et de réaction idéologique, tandis que les dirigeants donnent consciemment du jeu aux instincts des arrivistes, la formation de la « culture socialiste » se réduit à tout moment à une éducation égoïste des plus antisociales.

Ce serait pourtant calomnier grossièrement la jeunesse soviétique que la présenter comme dominée exclusivement ou principalement par les intérêts personnels. Non, elle est dans son ensemble, généreuse, intuitive, entreprenante. L'arrivisme ne la colore qu'à la surface. Dans ses profondeurs vivent des tendances variées, encore informes souvent, dont l'héroïsme foncier se cherche emploi. Le nouveau patriotisme soviétique se nourrit en partie de ces aspirations. Il est certainement très profond, sincère et dynamique. Mais il souffre aussi de la désentente entre les jeunes et les vieux.

Les jeunes poumons bien portants trouvent irrespirable l'atmosphère d'hypocrisie, inséparable de Thermidor, c'est-à-dire de la réaction encore contrainte de se vêtir du manteau de la révolution. Le criant contraste entre les placards socialistes et la réalité vivante ruine la confiance en les canons officiels. Beaucoup de jeunes gens adoptent à l'égard de la politique une attitude dédaigneuse et affectent, dans leurs manières, la grossièreté, voir la licence. Dans bien des cas, peut-être même dans la majorité des cas, l'indifférentisme et le cynisme ne sont que les formes primitives du mécontentement et du désir contenu de marcher à son propre gré. L'exclusion des jeunesses et du parti, puis l'exécution et l'exil de centaines de milliers de jeunes « gardes-blancs » et d' « opportunistes », d'une part, de bolchéviks-léninistes, de l'autre, attestent que les sources de l'opposition politique consciente, de droite et de gauche, ne tarissent pas ; au contraire, elles ont jailli avec une nouvelle force au cours des deux-trois dernières années. Enfin les plus impatients, les plus ardents, les moins équilibrés, blessés dans leurs sentiments et leurs intérêts, se tournent vers la vengeance terroriste. Tel est à peu près, aujourd'hui, le spectre des états d'esprit politiques de la jeunesse soviétique.

***

L'histoire du terrorisme individuel dans l'U.R.S.S. marque avec force les étapes de l'évolution générale du pays. A l'aube du pouvoir des soviets, les Blancs et les socialistes-révolutionnaires organisent des attentats terroristes dans l'ambiance de la guerre civile. Quand les anciennes classes possédantes ont perdu toute espérance de restauration, le terrorisme cesse. Les attentats des koulaks, qui se sont prolongés jusqu'à ces temps derniers, ont eu un caractère local ; ils complétaient une guérilla contre le régime. Le terrorisme le plus récent ne s'appuie ni sur les anciennes classes dirigeantes ni sur les paysans cossus. Les terroristes de la dernière génération se recrutent exclusivement dans la jeunesse soviétique, dans les jeunesses communistes et le parti, souvent même parmi les fils de dirigeants. Tout à fait incapable de résoudre les problèmes auxquels il s'attaque, le terrorisme individuel a pourtant la plus grande importance symptomatique en ce qu'il caractérise l'âpreté de l'antagonisme entre la bureaucratie et les vastes masses populaires, et plus particulièrement la jeunesse.

Le tout : grisérie économique, parachutisme, expéditions polaires, indifférentisme démonstratif, « romantisme du voyou », mentalité terroriste et actes terroristes occasionnels, — le tout prépare une explosion du mécontentement des jeunes contre l'insupportable tutelle des vieux. La guerre pourrait évidemment servir de soupape de sûreté aux vapeurs accumulées de ce mécontentement. Pas pour longtemps. La jeunesse acquerrait promptement la trempe des combattants et l'autorité qui lui manque aujourd'hui. Dans l'entretemps la réputation de la plupart des vieux subirait une irréparable atteinte. Dans le meilleur des

LA VIE

LES FASCISTES CORRIGÉS A COLOMBES

Les ouvriers révolutionnaires ont manifesté une fois de plus dimanche matin, qu'ils entendaient pallier eux-mêmes à la carence de Salengro.

La racaille fasciste a fait ainsi connaissance avec la rudesse des poings prolétariens.

La presse ouvrière est vendue à Colombes à proximité du marché, tandis que l' « Action Française » diffuse son torchon à quelques mètres de là devant l'église.

Les vendeurs de « La Commune » ne sont pas patients et ne peuvent supporter longtemps les provocations de cette vermine, aussi, bientôt, avec l'aide des J. S. et des anarchistes, ils chassèrent les fascistes en leur infligeant une sévère correction.

Pendant ce temps, à la gare de Bécon, les Croix de Feu, V. N. et autres dissous se montraient arrogants à l'égard de nos camarades, et là aussi, il devait leur en cuire.

Après une première bagarre devant la gare, les ouvriers s'organisèrent spontanément et, aux cris de « *Milice Ouvrière* », allèrent déloger sans douceur les fascistes de leur repaire.

Les ouvriers démontrent ainsi leur volonté de lutte et réalisent dans la rue le « *Front Révolutionnaire* » qui les conduira à la victoire.

N.-B. — Nous stigmatisons comme il convient l'attitude de ce militant stalinien qui alla porter plainte contre un jeune camarade qui venait d'arracher l'insigne d'un vendu à Doriot.

La Municipalité de Clichy doit démissionner !

A la suite de pénibles et obscures tractations, le « Groupe d'Unité Ouvrière de Clichy » a décidé, dans une séance orageuse, d'entrer dans la S.F. I.O.

Auffray, de Clichy, a fait décider cette rentrée contre Naile, conseiller municipal, lequel adhérerait au P.C. Notre cellule organise vendredi 6 un meeting pour réclamer la démission du Conseil municipal — et rappeler ses promesses à Auffray. Nos camarades poseront aussi devant les ouvriers de Clichy le problème des tâches de la municipalité devant la vie chère et le fascisme.

Les réformistes chassent les révolutionnaires chez les « Faucons rouges »

Les jeunes révolutionnaires actifs dans les rangs des Amis de l'enfance ouvrière (Faucons rouges) peuvent s'apercevoir après le congrès régional parisien, avec quelle haine la social-démocratie pourchasse les opposants à sa politique d'étouffement du jeune prolétariat révolutionnaire.

La lutte se déroule autour des problèmes de l'organisation des Pionniers Rouges et de l'adhésion exclusive et obligatoire des dirigeants de groupes à la S.F.I.O., c'est-à-dire que l'occasion se présente de « réviser » les conceptions pédagogiques marxistes de l'organisation et mettre celle-ci sous le contrôle étroit de l'appareil social-démocrate en chargeant une commission de « techniciens éminents » du Parti de veiller à la ligne générale et une commission des conflits à liquider les dernières résistances révolutionnaires des jeunes dirigeants.

Les réformistes, plus soucieux de défendre la politique d'union sacrée du gouvernement que des intérêts du jeune prolétariat, **se refusent à développer les Pionniers Rouges**, jeunes apprentis de 14 à 16 ans.

Ces jeunes, en effet, dans la situation qui leur est faite, évoluent rapidement vers les positions de la jeunesse révolutionnaire et se montrent dans leur langage et leur attitude, peu respectueux des opérations gouvernementales des ministres socialistes.

Effrayés des conséquences d'une telle attitude, les réformistes proposent de laisser là le recrutement de ces jeunes dont les effectifs dépassent maintenant ceux des Faucons Rouges (12 à 14 ans) en dénonçant que « leur formation politique risque de les entraîner tout naturellement vers les formations trotskystes et déclarent : « Nous ne voulons pas travailler pour les futures organisations paramilitaires de la jeunesse ouvrière ». La formule réformiste est « éducation d'abord ». Elle s'oppose à la maxime pédagogique des dirigeants révolutionnaires : « La base de l'éducation, c'est la lutte ».

Devant les exemples que leur donne l'organisation des Faucons Rouges des pays où la social-démocratie est au pouvoir ou y participe, les jeunes révolutionnaires s'opposent à ce que leur mouvement tombe exclusivement sous le contrôle du P.S. qui exige d'eux qu'ils conforment leur éducation aux décisions des congrès S.F.I.O. Demain, comme en Tchécoslovaquie, les Faucons Rouges feront de la préparation militaire pour la défense de la « république » et l'opposition des responsables de groupes sera brisée par tout l'appareil répressif de la social-démocratie.

La majorité de la région parisienne se prononce pour l'indépendance de l'organisation, elle ne veut ni catéchisme, ni église pour les gosses du prolétariat (surtout une église tachée des trahisons de la social-démocratie).

C'est la préparation de l'union sacrée dans la guerre impérialiste qui veut, qui exige de la social-démocratie cette chasse aux révolutionnaires et ce retour aux principes éducatifs et autoritaires et dogmatiques de la bourgeoisie.

La région parisienne des A.E.O. est restée fidèle à sa tradition révolutionnaire. Aujourd'hui les réformistes petits-bourgeois sont batus. Mais le 11 novembre, au congrès national, la lutte sera plus dure. Les camarades ne doivent pas céder. Céder serait trahir la la cause du jeune prolétariat. Si l'exclusion les frappe, et ils doivent s'y attendre et s'y préparer, ils trouveront l'appui fraternel de la J.C.I. et celui de tous les ouvriers révolutionnaires qui luttent pour la liberté et la paix en préparant la Révolution socialiste.

DANS LES ASSURANCES « Au Soleil »

Au « Soleil », le travail se poursuit sous la surveillance des fascistes, tandis que les licenciés restent sur le pavé. La direction du syndicat, c'est-à-dire Capocci et Cie, parle d'interventions énergiques. Comment donc ! Ils ont fait placarder une affiche contre cette fripouille de Mazel, dans laquelle, après avoir dénoncé les méfaits de ce dernier, ils n'ont trouvé qu'un seul mot d'ordre : les employés se souviendront des coups qu'ils reçoivent !

A propos des incidents du « Soleil », la réunion organisée mardi par le P. C.I., rue de la Victoire, a réuni plus de trente employés d'assurances. Discussion avec quelques socialistes. Pas de stalinistes. Un fasciste qui ne veut pas reculer devant les Allemands. Cette réunion ne restera pas sans lendemain.

A « l'Urbaine »

On apprend que les patrons de cette grosse boîte méditent d'envoyer ceux de leurs exploités qui ont adhéré à la C.G.T. dans leurs nombreuses succursales de province, c'est-à-dire d'employer — à l'instar d'autres maisons — la tactique de la « décentralisation administrative » qui tend à disséminer les militants un peu partout en France.

GRÈVE aux accus T. E. M.

Grève aux Accumulateurs Tem.

Pour ne pas fâcher messieurs les bourgeois radicaux, les responsables de la C.G.T. font décider l'évacuation.

Conclusion : le patronat en a profité pour organiser des équipes de « jaunes » qui, sous la protection policière, viennent travailler.

Que cette leçon soit profitable aux ouvriers de toutes les industries :

Pas de grèves sans occupation d'usines.

CHEZ MENIER, à Clichy

La direction réactionnaire du Chocolat Menier sélectionne son personnel. C'est M. le curé et les bonnes sœurs du coin qui constituent l'annexe du bureau du personnel — et fournissent les références « morales ». Il serait temps que cela cesse.

AUX ÉMERIS, dans le 19e

Au « *Cri des Emeris* », les staliniens ont répondu par « *La Gazette des Emeris* ». Les problèmes politiques seront discutés par les travailleurs. Les calomnies de l'*Humanité* ne porteront plus. Et les travailleurs sauront choisir les méthodes de combat efficaces.

TAXIS

Le patronat du taxi poursuit le sabotage, tout comme le patronat des autres industries. Les licenciements se multiplient, une grande partie des voitures reste au garage. Une seule méthode : contrôle par les comités de garage.

EMPLOYÉS

La Fédération est dirigée par Capocci, qui a été longtemps l'homme de Jouhaux, qui sera on ne sait trop quoi, mais certainement jamais un véritable défenseur des intérêts des employés. L'afflux d'adhésions ne lui a pas apporté que des satisfactions ; le fait est que les employés des grands magasins qui forment l'élément le plus combatif du Syndicat et de la Fédération ne le portent guère dans leur cœur et que nombreux sont ceux qui voudraient bien donner un bon coup de balai.

La garantie pour Capocci, ce sont les statuts, ces statuts devant qui les syndicats doivent s'incliner, dussent-ils en crever. Les statuts ont permis à Capocci de convoquer un Conseil National des Employés sans aucune préparation et, au moins pour ce qui est de la région parisienne, avec une représentation ne correspondant pas à la base. C'est ainsi que Capocci a **choisi** quelques militants parmi les employés des magasins pour les inviter au Conseil National. De cette manière, il pourra avoir des assemblées tranquilles, mais les employés n'y trouveront pas leur compte.

P. T. T.

Un Conseil National vient de se tenir. Il y aurait eu beaucoup à faire, les augmentations de traitement qui s'imposent, les luttes qu'il faudrait préparer. Mais, il y a un grand Mais : nous avons un Gouvernement de Front Populaire à qui il ne faut faire nulle peine même légère. Tant pis pour les travailleurs des P.T.T. et tant pis pour les fonctionnaires.

Quelques mois auparavant, la Fédération et les Syndicats postaux ont mené grande bataille contre l'œuvre de cette triste fripouille de Mandel ; le Syndicat des Agents publia même une brochure à cet effet. Mandel n'est plus ; Jardillier le remplace. On pourra facilement montrer qu'une bonne partie des faits reprochés à Mandel subsistent avec Jardillier. Mais, cette fois-ci, le Syndicat est muet. Puisque

chaîne de la révolution internationale » (LENINE)

Russie 1917... Espagne 1936...

DE L'OCTOBRE BOLCHEVIK A L'OCTOBRE STALINIEN

En plein hiver 1917, aux tranchées du Mont-Haut en Champagne, nous parvint le premier écho des journées d'Octobre.

C'était pour certains d'entre nous le troisième hiver de guerre ; depuis quatre ans, les événements se succédaient et nous entraînaient à un rythme de folie sans nous laisser le temps de les mesurer ; rue Montmartre, ces vieilles boussoles de Cachin-Renaudel aiguillaient le prolétariat vers les charniers de l'Union Sacrée ; pas un seul d'entre nous qui connût la signification du mot « **bolchévik** ». La Révolution russe fut pour quelques-uns un immense espoir, mais pour la plupart, elle n'était qu'une lueur imprécise qui se levait à l'horizon.

C'est beaucoup plus tard, et peu à peu, que nous avons réalisé la signification des journées d'Octobre, comme une source inépuisable d'un enseignement révolutionnaire qui réalisait la somme de toutes les expériences passées et la multipliait, et aussi comme l'événement historique par lequel, pour la première fois, le prolétariat, classe opprimée, accédait à un plan social supérieur et devenait classe dominante. L'adhésion à la IIIe Internationale et à sa section française fut, pour les démobilisés qui venaient de défiler sous l'Arc-de-Triomphe — que la bourgeoisie française élève à ses victimes — un des prolongements politiques de la révolution russe et les premiers pas vers un octobre mondial.

1936 ! Des démonstrations spectaculaires vont célébrer à Moscou la victoire révolutionnaire, mais la vieille garde bolchévik est décimée, exilée, traquée. Les bourgeoisies de tous les pays participent à cette commémoration, mais c'est leur propre victoire qu'elles célèbrent. De Canton à Berlin, la révolution trahie compte ses défaites ouvrières.

La Révolution est trahie, mais c'est à la mesure de ces trahisons que le prolétariat et les paysans de tous les pays, ceux qui doivent s'unir pour briser leurs chaînes, jugeront que l'enseignement révolutionnaire des Bolchéviks-léninistes, toujours vivant, peut les guider vers de nouveaux combats pour de nouveaux Octobres.

Pas de victoire révolutionnaire sans parti révolutionnaire

C'est parce que les luttes décisives sont ouvertes en Espagne et vont s'ouvrir en France, que nous devons tenter de dégager, pour la France et l'Espagne, les enseignements d'Octobre 1917.

Pour l'Espagne d'abord, dont le « Frente Popular » a été donné comme un exemple de victoire, aux ouvriers et aux paysans français rassemblés en mai dans le Front Populaire de Blum-Thorez-Daladier-Jouhaux... A nos lecteurs d'établir les analogies et d'en dégager les conclusions.

1931 voit la chute de la royauté ; la jeune république espagnole laisse le royal Alphonse et sa clique transférer à l'étranger, en toute sécurité, leurs pesetas, et les états-majors de leurs organisations contre-révolutionnaires. Décevant lourdement les masses travailleuses, la république bourgeoise d'Espagne se révèle l'instrument de domination du capitalisme espagnol, et laisse « démocratiquement » les partis de droite, dont le leader est Gil Robles, appuyés par la caste des propriétaires fonciers, des officiers et des ecclésiastiques, organiser leurs troupes et armer leur Cavaignac.

Devant ce danger, une violente réaction ouvrière se manifeste en 1934 ; la bourgeoisie en triomphe, mais aux Asturies où les bolchévicks-léninistes ont impulsé des « **Comités d'Alliance Ouvrière** », la résistance est plus forte. L'insurrection asturienne sera cependant battue, mais Gil Robles a compris qu'il doit réduire ses objectifs immédiats. **C'est désormais à l'abri du paravent radical Leroux - Semper qu'il manœuvre les commandes de la contre-révolution.**

Pas de parti révolutionnaire sans action révolutionnaire de masses

En mars 1936, s'ouvre une nouvelle expérience démocratique : le président Zamora a décidé la dissolution des Cortès. Le Front Populaire espagnol triomphe électoralement. Les travailleurs passent à l'action directe, réinstallent des Conseils municipaux, brûlent quelques églises et couvents où gîtait la contre-révolution, libèrent les prisonniers... Les paysans se mettent à leur tour en mouvement. Le Gouvernement de Front Populaire, avec Azana, **tente d'enrayer l'action extra-parlementaire des masses** et ouvre les soupapes pendant que les partis socialiste et communiste d'Espagne, ainsi que les syndicats réformistes, multiplient les appels au calme.

En juillet 1936, se déclenche l'insurrection fasciste. Elle gagne rapidement du terrain malgré les luttes héroïques et les sacrifices des travailleurs espagnols ; au début de novembre, les rebelles investissent Madrid...

La Révolution russe avait, certes, deux moteurs puissants : La Paix et la Terre, dont le second seulement était d'une actualité immédiate en ce qui concerne l'Espagne (encore n'a-t-on pas su l'utiliser révolutionnairement !) ; mais ces mots d'ordre, s'ils peuvent hâter le rythme de la révolution, ne jouent pas quant à ses conditions fondamentales ; le prolétariat espagnol avait un poids spécifique, au milieu d'une paysannerie pauvre, égal à celui du prolétariat russe parmi les paysans sans terre. Les bolchéviks étaient numériquement très faibles, mais ils existaient... et formaient un parti discipliné, entraîné, sachant prévoir et apte, par conséquent, à déterminer sa politique révolutionnaire de classe au lieu d'être le jouet des événements.

Pas de parti révolutionnaire sans action révolutionnaire de masses

En U.R.S.S., les bolchéviks poursuivent inlassablement, avant de s'emparer du pouvoir, la conquête des masses sur des mots d'ordre à caractère démocratique, mais sans jamais perdre de vue que « la dictature démocratique de Milioukof-Tseterelli est, par son essence même, une dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat » ; les bolchéviks cimentent leur liaison avec les masses ouvrières et paysannes en préconisant la formation d'un gouvernement provisoire révolutionnaire (mars 1917) ; en agissant au sein des Soviets de députés ouvriers, puis en constituant dans ces Soviets des sections de soldats (14 mars) ; en convoquant une conférence préliminaire d'organisations paysannes, et en développant leurs mots d'ordre opposés à ceux de Milioukof dans le Soviet des députés paysans, puis dans le congrès des députés paysans (26 avril) ; en entretenant contre Milioukof — à propos de la Paix et de l'interdiction de manifestations ouvrières à Pétersbourg — une agitation soutenue à laquelle s'associent les soldats. Le 4 mai ont lieu des combats de rue. Avant les journées d'Octobre, la tension révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes, élevée dans les Soviets à la notion du « double-pouvoir », ouvrait au parti bolchévik les prémisses de la victoire.

Pas de victoire révolutionnaire sans l'armement du peuple

Dès le début de la période révolutionnaire, la presse bolchévik souligne la nécessité des milices ouvrières, des Comités de fabrique et d'usine... et les militants travaillant parmi les masses, font réaliser à ces masses l'application de ces directives.

En même temps, Lénine met le prolétariat en garde contre les Cavaignac qui vont surgir pour la répression la plus féroce et le parti bolchévik, lucidement, consolide ses positions de combat, en prévision d'une défaite possible de la classe ouvrière.

Quand l'exaspération des masses aboutit à l'explosion des journées de juillet, c'est la sage politique bolchévik qui évite de « s'engager sur la voie des combats décisifs qui lui eussent donné Pétrograd, mais compromettaient irrémédiablement la Révolution ». La classe ouvrière, écrit Trotsky, ne sortit de cette épreuve, ni exsangue, ni décapitée. Elle gardait entièrement ses cadres combatifs, qui ont mené le prolétariat à la victoire d'Octobre.

Le prolétariat espagnol n'a pas eu parmi lui de parti bolchévik, mais des groupes centristes ou anarchistes qui n'ont pas su le prémunir contre les « journées de juillet », ni le préparer pour des « journées d'octobre . Le Front Populaire espagnol n'a disposé ni de milices armées — combattues par les staliniens — ni de comités ouvriers ; il n'a pas su **donner** la terre aux paysans, ni engager le travail au sein de l'armée où il était possible d'opposer soldats et sous-officiers à la caste des officiers. Il n'a pas eu le programme de revendications à caractère transitoire qui eût déterminé le divorce entre le gouvernement démocratique-bourgeois et les masses travailleuses. En 1936, en pleine guerre civile, c'est encore pour la révolution du type 1789 que les staliniens s'adressent aux combattants...

Les travailleurs ne pourront oublier que, dès 1931, les seules directives conformes à l'expérience d'Octobre 1917 ont été données, non par la IIIe Internationale stalinienne, mais par les bolchéviks que Staline exile. Si les militants qui adhérèrent au Parti communiste vers 1920 comprennent la leçon de l'Espagne et la situation en France, c'est dans la IVe Internationale qu'ils se retrouveront.

BARCELONE 1936

ET LE REGIME STALINIEN

Trahie " de L. Trotsky)

cas, la guerre n'accorderait à la bureaucratie qu'un moratorium ; à la fin des hostilités, le conflit politique n'en serait que plus aigu.

Il serait naturellement unilatéral de ramener le problème de l'U.R.S.S. à celui des générations. Parmi les vieux, la bureaucratie compte pas mal d'adversaires avoués ou cachés, de même qu'il y a des centaines de milliers de bureaucrates finis parmi les jeunes. Mais de quelque côté que parte l'attaque contre les couches dirigeantes, que ce soit de droite ou de gauche, les assaillants recruteront leurs forces principales dans la jeunesse étouffée, mécontente et privée des droits politiques. La bureaucratie le comprend parfaitement. Elle a une sensibilité extrême pour tout ce qui la menace. Elle s'efforce naturellement de consolider à l'avance ses positions. Et ses tranchées capitales, ses plateformes de béton, elle les dresse justement face à la jeune génération.

Nous avons déjà mentionné le Xe congrès des jeunesses communistes qui se réunit en avril 1936 au Kremlin. Personne n'a tenté, naturellement, d'expliquer pourquoi, contrairement aux statuts, ce congrès ne s'était pas réuni pendant cinq ans. Par contre, il s'avéra tout de suite que, sélectionné et filtré avec le plus grand soin, il se rassemblait pour exproprier au sens politique la jeunesse : d'après ses nouveaux statuts, le *Komsomol*, — les J. C., — perd même juridiquement tout droit de participer à la vie sociale. L'instruction et l'éducation sont désormais ses seules sphères d'action. Le secrétaire général des J.C., déclara, sur l'ordre de ses supérieurs : « Nous devons... *cesser de bavarder* sur le plan industriel et financier, la baisse du prix de revient, l'équilibre des comptes, les semailles et toutes autres tâches du gouvernement, *comme si nous en décidions.* » Le pays entier pourrait répéter ces derniers mots : « comme si nous en décidions ! » L'ordre arrogant de « cesser les bavardages ! » qui n'a suscité, dans un congrès archi-soumis, aucun enthousiasme, semble d'autant plus étonnant que la loi soviétique fixe la majorité politique à 18 ans en accordant à partir de cet âge le droit de vote aux jeunes gens des deux sexes, tandis que la limite d'âge des jeunesses communistes était de 23 ans, le tiers des membres de l'organisation la dépassant du reste. Le congrès fit simultanément deux réformes ; il légalisa la participation des adultes aux jeunesses, augmentant ainsi le nombre des komsomols-électeurs, et il priva l'organisation du droit de s'immiscer non seulement dans la politique générale (chose dont il ne pouvait être question), mais encore dans les questions courantes de l'économie. Le relèvement de la limite d'âge est dicté par la difficulté très accrue de passer automatiquement du Komsomol au parti. La suppression des derniers droit politiques et même de leur seule apparence est due à la volonté d'assujettir complètement et définitivement les J.C. au parti épuré. Les deux mesures, évidemment contradictoires, ont la même cause et c'est la peur que la jeune génération inspire à la bureaucratie.

Les rapporteurs du congrès, s'acquittant, à les en croire, des missions que leur avait confiées Staline, — ces avertissements tendaient à exclure toute discussion, — expliquèrent le but de la réforme avec une franchise plutôt étonnante : « Nous n'avons pas besoin d'un second parti. » C'était reconnaître que, de l'avis des dirigeants, le Komsomol, si on ne le matait pas définitivement, menacerait de devenir un second parti. Et comme pour déterminer les tendances possibles de ce parti virtuel, le rapporteur ajoutait cet avertissement : « Trotsky tenta en son temps d'inculquer à la jeunesse, avec laquelle il flirtait par démagogie, l'idée antiléninienne et antibolchévik de la nécessité d'un second parti. » Etc. L'allusion du rapporteur renferme un anachronisme : à la vérité, Trotsky se borna à l'époque à avertir que la bureaucratisation ultérieure du régime amènerait inévitablement la rupture avec les jeunes et menaçerait de faire naître un second parti. Peu importe : les événements, en confirmant l'avertissement, en ont fait un programme. Le parti dégénéré n'a gardé son pouvoir d'attraction que pour les arrivistes. Les jeunes gens et les jeunes filles honnêtes et capables de penser doivent être écœurés par la servilité byzantine, la fausse réthorique couvrant les privilèges et l'arbitraire, la vantardise de médiocres bureaucrates accoutumés à s'encenser les uns les autres et tous ces maréchaux qui, s'ils n'ont jamais décrochés les étoiles du ciel s'en sont mis sur toutes les coutures. Il ne s'agit donc plus de la menace d'un second parti, comme il y a 12-13 ans, mais de la nécessité de ce parti, seule force susceptible de continuer la révolution d'Octobre. La modification des statuts des J.C., serait-elle renforcée par de nouvelles mesures policières, n'empêchera pas, cela va de soi, la jeunesse d'acquérir la force virile et d'entrer en conflit avec la bureaucratie.

De quel côté s'orientera la jeunesse en cas de bouleversement politique ? Sous quels drapeaux se rassemblera-t-elle ? Personne ne peut donner en ce moment de réponse assurée à ces questions, et la jeunesse elle-même moins que personne. Des tendances contradictoires travaillent sa conscience. En dernier lieu, des événements historiques d'une importance mondiale détermineront ses masses à se prononcer : guerre, succès nouveaux du fascisme ou, à l'inverse, victoire de la révolution prolétarienne en Occident. La bureaucratie se convaincra en tout cas que cette jeunesse sans droits constitue dans l'histoire un facteur explosif de première force.

L'autocratie russe, parlant en 1894, par le truchement du jeune tsar Nicolas II, répondait aux membres des zemstvos qui exprimaient timidement le vœu d'être admis à la vie politique : « Rêves insensés ! » Mémorables paroles. En 1936, la bureaucratie répond aux aspirations encore confuses de la génération soviétique par l'injonction brutale de « cesser les bavardages » ! » Ces mots entreront aussi dans l'histoire. Le régime stalinien ne les paiera pas moins cher que le régime à la tête duquel se trouvait Nicolas II.

NOVEMBRE 1917

La presse française devant le bolchevisme

Nous republions ci-dessous un article que nous avions fait paraître dans La Vérité *pour le 12e anniversaire d'Octobre.*

Au début de novembre 1917, la situation était particulièrement mauvaise pour les Alliés. Tandis que sur le front principal, la criminelle offensive de Nivelle faisait encore sentir ses effets, une puissante poussée austro-allemande bousculait dangereusement les forces italiennes.

En France, des difficultés intérieures aggravaient encore la situation générale. La première équipe ministérielle rassemblée autour de Briand-Viviani était usée et la bourgeoisie hésitait devant Clemenceau. Le ciel y était donc particulièrement sombre quand la Révolution d'Octobre éclata. Elle surgit telle une bombe. Les bolchéviks avaient toujours été considérés comme une petite bande d'extrémistes. On sermonnait Kérensky.

Pour tranquilliser l'opinion, les journaux étaient unanimes à affirmer que ça ne durerait pas, que ça ne pouvait pas durer. Ils appelaient les bolchéviks « maximalistes », sans doute par simple ignorance.

Ce sont les journaux du 9 qui annoncèrent le « coup d'Etat maximaliste ». Justement, un nouvel ambassadeur, nommé par Kérensky, Maklakov, venait enfin d'arriver à Paris. Les journalistes se précipitèrent chez lui et le questionnèrent. Il ne manqua pas de les rassurer.

Il faut, dit-il, *prendre les choses au sérieux, mais pas au tragique.*

Il ne fait pour moi aucun doute que le mouvement sera enrayé par le premier régiment de cosaques qui interviendra ; car les maximalistes ne sont en force que dans le Soviet, et plus particulièrement dans le Soviet de Pétrograd.

Tous les milieux politiques, toute l'opinion publique sont contre eux. Il est possible qu'aujourd'hui ou demain, au cas même où non seulement M. Kérensky, mais tous les membres du gouvernement seraient arrêtés, une autre organisation se forme immédiatement soit à Moscou, soit ailleurs, et ait toutes facilités à arrêter entièrement le mouvement.

Les maximalistes ont tenté un coup de force parce qu'ils ont senti que c'est leur dernière carte qu'ils jouent. Il est bon qu'elle soit jouée pour en finir avec eux.

Quelques-uns essayaient de se consoler en disant : Kérensky était si mauvais ; les maximalistes ne pourront être pires. D'autres affirmaient que de l'excès du mal naîtrait le remède.

On faisait une grande consommation de lieux communs pendant la guerre.

Le vertueux Henry Bérenger raffermissait les cœurs, écrivant de sa salle de rédaction :

Le spectacle de la Russie est là pour nous dégoûter des abus de la démagogie sans discipline. Restons inflexiblement les fortes démocraties en armes *de l'Occident. Car c'est* par les armes seulement *que nous sauverons les libertés du monde.*

Mais qu'était ce « maximalisme » triomphant ? On en emprunta une définition au *Daily Mail* :

Le maximalisme, ou bolchévisme, promet à ses partisans la propriété immédiate de la terre et des usines, et les invite à s'en emparer.

Les maximalistes comprennent dans leurs rangs quelques fanatiques qui croient sincèrement que la destruction du cadre social provoquera la naissance d'un véritable paradis terrestre ; des partisans de l'ancien régime désireux de détruire la révolution ; des agents allemands qui s'efforcent de faire tourner les événements à l'avantage de leur pays et un ramassis d'individus qui n'ont d'autre objectif que le pillage.

Jusqu'ici, les maximalistes n'ont conquis qu'une proportion relativement petite du peuple russe. Mais ils ont pour eux la majorité de la population ouvrière des grandes villes et une partie des troupes de Pétrograd et de Moscou.

Le lendemain, 10 novembre, les journaux annoncent avec satisfaction qu'une réaction se dessine déjà en province.

On se demande où est passé Kérensky, que tous rendent responsable de sa chute. « C'est la faute de Kérensky ! » Tel est le refrain — et la maigre consolation — du jour.

Les nouvelles sont confuses et contradictoires, observe-t-on. Mais un fait est assuré : c'est que le coup d'Etat maximaliste a éclaté à un jour fixé d'avance et que l'Allemagne connaissait.

Heureusement, la famine est là ! Et elle aura raison des Soviets. C'est Hervé qui exprime le plus cyniquement cette espérance :

Il est certain, écrit-il, archi certain que le Soviet de Pétrograd pourra voter l'expropriation de toutes les terres au profit des paysans ; il pourra même voter l'expropriation de toutes les usines au profit des ouvriers, mais il n'est pas moins certain qu'il sera incapable de ravitailler Pétrograd au milieu du gâchis qui va s'aggraver, que la famine va menacer toutes les villes et que tout cela finira par un sabre.

Le 11 novembre, on a la certitude que « la résistance s'organise » et que « le gouvernement maximaliste continue à rester isolé ». On questionne les compétences, notamment M. de Chevilly, qui a été chargé d'une mission en Russie et qui affirme que :

L'ordre renaîtra vite, car les traditions d'obéissance, de discipline sont loin d'être abolies en Russie.

...Et si ce n'est pas Kérensky qui triomphe de Lénine, ce sera certainement la victoire de la Russie de l'ordre contre les leaders de l'internationalisme et de l'anarchie qui ne sauraient terroriser longtemps un pays de 180 millions d'habitants.

Au *Gaulois*, on trouve qu'il n'y a pas lieu de s'alarmer :

Que savons-nous, en réalité, de ce qui se passe en Russie ? Uniquement ce qu'il plaît aux maximalistes, maîtres du télégraphe, de nous en dire... D'autres éléments s'agitent : la contre-révolution est déjà au travail ; le bon sens reprendra ses droits. C'est indiscutable.

Mais à l'*Intransigeant* on est plus pratique, car on est inquiet ; on songe à faire la part du feu :

Libre aux âmes faibles de s'abandonner en pleine tourmente. Mais rien ne fera croire aux gens solides que tout espoir est perdu, non pas de galvaniser la révolution russe pour une nouvelle offensive militaire, mais tout au moins de la maintenir dans un état de résistance que nous saurons acheter grâce aux ressources en vivres, en argent, en armes, que l'Entente est parfaitement en mesure de lui donner contre une promesse par elle de ne point signer de paix séparée.

Le 12 novembre, la proposition de paix lancée par les Soviets est connue. Les journaux la mentionnent à peine : c'est une invention « boche ». Et ils annoncent que « les troupes du gouvernement marchent sur Pétrograd » et que « Kérensky reviendra ». C'est une dépêche de Washington qui le dit :

Le gouvernement vient de recevoir un télégramme de M. Francis, ambassadeur américain à Pétrograd, dans lequel ce diplomate exprime l'opinion que Kérensky reviendra et que la Russie se retrouvera elle-même.

(La fin paraîtra dans le prochain numéro.)

OUVRIÈRE

messieurs les francs-maçons sont servis ou se servent bien, que leur importe les travailleurs. Nous faisons appel aux camarades postiers pour dénoncer ces trahisons et mener avec le P.C.I. la lutte classe contre classe pour le pouvoir des ouvriers et des paysans.

HAVRE

Aux Houilles

Les staliniens, s'ils ont cessé leur action révolutionnaire chez les charbonniers, savent au moins y réaliser L'UNION DES FRANÇAIS comme ils disent... l'Union contre les travailleurs révolutionnaires.

Eugène M..., membre de la cellule de Sanvic du parti dit communiste, travaille depuis assez longtemps jusqu'à quinze heures par jour aux Houilles et il est dans les meilleurs termes avec les fascistes de sa boîte. Il est en moins bons termes avec les ouvriers révolutionnaires et même avec les simples syndicalistes.

Il y a quelques jours, deux camarades vinrent sur le chantier faire, ce qui est courant, une « Révision de cartes syndicales ».

L'un de ces camarades demande à Eugène M..., sa carte, comme aux autres. Lui, le frappe d'un coup de pied dans les parties, le roule à terre, et... porte plainte contre les deux copains pour « *Entraves à la liberté du travail* ». Les deux camarades sont maintenant arrêtés et poursuivis.

Nous pensons que les travailleurs qui sont encore égarés chez les ex-communistes et particulièrement les charbonniers, comprendront que leur place n'est pas aux côtés des mouchards mais avec les révolutionnaires sous le drapeau de la IVe.

CHEZ POTEZ

(Meaulte et Albert)

Les délégués d'atelier de l'Usine Potez s'étant réunis le 27 octobre en assemblée mensuelle en vue d'examiner les cas de réembauchage, ont constaté que le camarade Galasse est toujours en chômage du fait que les chefs de service fascistes s'obstinent à ne vouloir le reprendre, vu son action syndicale.

Citons à ce sujet quelques paroles de Potez, assez contradictoires :

« *A l'intérieur de l'usine, pas de politique, mais au dehors, chacun a la liberté de faire ce qu'il veut.* »

Ensuite :

« *Le cas Galasse est assez délicat ; il a écrit et attaqué certains chefs de service et ceux-ci ne peuvent plus le reprendre.* »

Potez, reconnaissant en dehors de l'usine la liberté d'opinion (d'après sa première phrase), il n'appartient pas à des chefs de service fascistes d'empêcher au camarade Galasse de reprendre son travail.

Camarades de l'usine Potez

Exigez par tous les moyens la réintégration de Galasse !

Car, si vous ne savez pas montrer votre force, le patronat saura prendre sa revanche sur la victoire que vous avez acquise contre lui !

VIE DU P. C. I.

Vu la place restreinte dont nous disposons, nous nous bornons à signaler :

La tenue de la réunion pour les employés d'assurances ;

La participation à la campagne électorale municipale du 11e Arrondissement, où nous présentons la candidature du camarade Faussecave. La semaine prochaine aura lieu une réunion au préau des Ecoles, avenue de la République ;

Notre camarade Brausch est intervenue dans une réunion publique, à Auxerre où assistait une cinquantaine d'ouvriers.

***

Une affiche vient d'être éditée sur le mot d'ordre Thorez-Jouhaux-Blum. Les groupes doivent passer au local pour la retirer. Une campagne doit être engagée par toute l'organisation.

***

Le C.C. se réunira dimanche prochain. A l'ordre du jour :

1) Rapport d'activité du B. P. ;
2) Situation politique ; rassemblement révolutionnaire ;
3) Rapport d'administration et de trésorerie.

Cours Lénine

Le premier cours d'histoire du mouvement ouvrier mondial qui traitera de

LA PREMIERE INTERNATIONALE

aura lieu, le lundi 16 novembre, à 20 h. 30, au restaurant Benoit, 69, rue du Faubourg-Saint-Martin.

Chaque cellule doit déléguer plusieurs camarades auxquels sera confiée la mission de suivre régulièrement, chaque lundi soir, chacun des cinq cours de la première série (Histoire du mouvement ouvrier).

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

Election municipale du XIe Arrdt
(Quartier Saint-Ambroise)

JEUDI 12 NOVEMBRE à 20 h. 30

Préau 100, aven. de la République

REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

Le programme du Parti communiste internationaliste

Chacun lira et diffusera LIVRE ROUGE sur le procès de Moscou

En vente à « La Commune, » au prix de 4 francs.

AUX GROUPES

Plusieurs groupes, surtout de province, n'ont pas réglé les deux derniers numéros. Nous tenons à rappeler à ces groupes que nous ne pourrons pas leur laisser le prochain numéro s'ils ne règlent les précédents. Les camarades doivent comprendre qu'il nous sera absolument impossible de pouvoir assurer la parution régulière du journal si les vendus ne sont pas réglés.

Si les camardes ne s'inscrivent pas à la phalange ;

S'ils ne font pas de nouveaux abonnés ;

S'ils ne font pas circuler des listes de souscription ;

LA COMMUNE est le journal de tous les exploités, le devoir de tous les Révolutionnaires est de la soutenir.

Saint-Etienne. — « La Commune » est en vente aux kiosques suivants : Place Bellevue, place du Peuple, place de l'Hôtel-de-Ville, place Jean-Jaurès.

La vente à la criée a lieu chaque dimanche matin devant la Bourse du Travail, cours Victor-Hugo.

La Ricamerie. — Journaux, place de la Liberté.

Le Chambon-Feugerolles. — Librairie Perrier et tabac, place Jean-Jaurès.

Firminy. — Journaux, place du Breuil.

Saint-Chamond. — Tabacs-journaux, cours Montgolfier.

NOTE DE LA RÉDACTION

Le caractère spécial de ce numéro laisse une place réduite pour nos correspondances. Nous sommes obligés d'en laisser plusieurs sur le marbre, notamment une note en allemand de nos camarades de Metz.

Nous nous en excusons.

Dès la semaine prochaine, « **La Commune** », reprenant ses rubriques habituelles, nos correspondants retrouveront leur place.

***

Sauf ce qui a trait à des événements importants de dernière heure, **la copie doit parvenir au plus tard le lundi soir,** passé ce délai, il nous sera difficile d'assurer la publication dans le numéro de la semaine.

CONVOCATIONS

÷ P. C. I. :

Bureau politique : Lundi, 18 h. 30, même lieu.

Commission administrative : Mardi à 19 heures. Réunion.
Jeudi, à partir de 17 heures, expédition collective.

Comité de Rédaction : Samedi à 18 heures. Discussion du numéro paru et collaboration du prochain numéro.

÷ J. C. I. :

Commission centrale : Mardi, 20 h. 30, au Siège.

Vente collective : Samedi, 16 h. 30, au Siège, départ.

RAYONS :

XIIe : Lundi, 20 h. 30, lieu habituel.

XIVe-XVe : Mardi, 20 h. 30, lieu habituel.

VIIIe : Vendredi, 20 h. 30, au Petit-Trou, rue de la Chapelle.

XIXe : Jeudi, 20 h. 30, lieu habituel.

Saint-Denis : Jeudi, 20 h. 30, lieu habituel.

Clichy : Jeudi, 20 h. 30, lieu habituel.

Puteaux-Suresnes : Jeudi, 20 h. 30, lieu habituel.

÷

Prière aux Groupes de communiquer leurs convocations le lundi soir au plus tard.

÷

Argenteuil : Tous les lundis, cercle d'études des Amis de Karl Marx, salle Pègue, à 21 heures, boulevard Héloïse.

Le Parti Communiste Internationaliste

aux Ouvriers, Paysans et Soldats

Le 8 mars dernier, à l'issue de son Congrès constitutif, le PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE publiait son *Manifeste - Programme,* dénonçant par avance la faillite du Front Populaire, l'impuissance des méthodes de la démocratie bourgeoise pour améliorer le sort des ouvriers, des paysans et des soldats. Six mois de pouvoir du Front Populaire en apportent surabondamment la vérification dans le sang et dans la chair des masses travailleuses.

Plus menaçante que jamais, la guerre rôde!

Il n'est pas de pays où ne soient engloutis chaque année des milliards affectés aux dépenses militaires ; il n'est pas une chancellerie d'où ne puissent jaillir les flammes d'un embrasement général.

Plus menaçant que jamais, le fascisme gagne du terrain et resserre son étreinte autour du prolétariat et de la paysannerie de ce pays. Pour maintenir sur le travail en révolte la dictature de leur classe, les grands bourgeois, dans chaque pays, ont bousculé la légalité démocratique qu'ils avaient eux-mêmes instituée et déchaîné leurs sections d'assaut.

Le fascisme régnait déjà en ITALIE et en ALLEMAGNE ; il étendait sur les Etats de l'EUROPE CENTRALE le réseau serré de sa police spéciale et de ses agents provocateurs. Il vient de poser sa botte sur l'ETHIOPIE, il rassemble des légions en AFRIQUE DU NORD et, aujourd'hui, incendie l'ESPAGNE. Ses avant-gardes opèrent en BELGIQUE avec le mouvement rexiste, en ANGLETERRE avec lord Mosley ; elles travaillent en FRANCE, parmi la bourgeoisie, les classes moyennes, les prolétaires et les paysans avec, chacun ayant son domaine respectif, pour chefs de file, La Rocque, Doriot et Dorgères.

NI PAIX ! NI LIBERTE ! Et si l'on considère le Pain comme le symbole du bien-être matériel, il faut ajouter : PAS DE PAIN !... Dans la Cité antique, on pourvoyait aux besoins de l'esclave et de sa famille ; dans le monde moderne, le capitalisme, maître de l'Etat, des usines et des banques, laisse crever de misère les travailleurs qu'il n'exploite pas directement ; le chômage grandit avec la misère ; la courbe des salaires et des indemnités de chômage s'infléchit alors que, dans le même temps, le coût de la vie augmente. La répression patronale sévit et le capitalisme prépare son offensive.

Le Pain, la Paix, la Liberté, disait le Parti Communiste Internationaliste, on ne les demande pas, on les conquiert de haute lutte...

Constitué face aux formations de droite et de gauche de la grande bourgeoisie, face aux partis socialiste et communiste qui ont abandonné définitivement le programme de la révolution prolétarienne, face aux deuxième et troisième Internationales qui ont avili, souillé et discrédité la notion fondamentale de l'internationalisme prolétarien et, depuis des années, accumulent dans le monde les crimes, engendrant les défaites de la classe ouvrière, le PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE veut hâter — pendant qu'il est temps encore — le regroupement révolutionnaire des travailleurs sur les bases indestructibles du Bolchevisme-léninisme, qui donna la victoire, en octobre 1917, aux ouvriers et paysans de l'ancien empire tzariste, guidés par Lénine, par Trotsky, par la vieille garde bolchevick, aujourd'hui décimée.

Il n'est pas trop tard pour cela ! Sans vouloir atténuer en rien l'extrême gravité de la situation, et tout en considérant comme une trahison en France la subordination du mouvement prolétarien et paysan au parti radical, dont le mot d'ordre de « défense républicaine », accepté joyeusement par les chefs socialistes et communistes, n'est que le grossier camouflage sous lequel il a sans cesse dissimulé sa volonté conservatrice, contre-révolutionnaire et par conséquent réactionnaire, nous voyons en France un prolétariat et une paysannerie pauvre qui n'ont pas encore subi de défaites irrémédiables, qui ont, dans une certaine mesure, affermi leurs positions et dont les forces, jusqu'à ce jour, sont restées intactes.

Les forces ouvrières et paysannes sont intactes pour la révolution commencée !

Ouvriers et paysans, c'est votre bloc révolutionnaire qui, seul, peut, en exerçant toute sa puissance de classe, arrêter la guerre et briser l'offensive du fascisme international.

Le prolétariat peut être fier légitimement de son action de classe depuis deux annéees. Dirigée et coordonnée par un parti révolutionnaire, elle eût infligé à la bourgeoisie un échec cuisant, elle eût engagé les masses travailleuses dans la voie révolutionnaire jusqu'à la conquête du pouvoir.

Le coup de force fasciste du 6 février 1934, le sursaut de la classe ouvrière et paysanne et la grève générale du 12 février 1934 qui lui répondirent, ont inauguré une période pré-révolutionnaire. La poussée des masses travailleuses se montrait sans cesse plus forte. Pour ne pas être débordés par celles-ci, les dirigeants des partis se réclamant de la classe ouvrière s'entendirent, mais éliminèrent de leurs accords tout esprit de combat ; la réalisation de l'unité d'action (juillet 1934), du rassemblement populaire (juillet 1935), de l'unité syndicale (septembre 35), sont les jalons d'une route qui aboutit à la victoire électorale de mai 1936, où trois millions cinq cent mille suffrages, assurant la victoire des partis communiste et socialiste aux dépens du Parti radical, témoignaient que les aspirations des masses n'étaient pas limitées au programme de conservation sociale du Front Populaire.

La période révolutionnaire a commencé quand les travailleurs sont passés à l'offensive. Dès juin 1936, les travailleurs occupaient les usines et traitaient d'égal à égal avec ce patronat qui, la veille encore, n'avait à leur égard que morgue et insolence pour les exploiter. De leur action collective et organisée, les travailleurs ont tiré d'incontestables avantages matériels et, malgré l'insuffisance de ces derniers, remporté une victoire sur la bourgeoisie dominante.

Mais une victoire que l'on n'exploite pas se transforme inéluctablement en défaite.

Mieux encore, l'action prolétarienne s'est prolongée au delà des usines : le prolétariat agricole a bénéficié d'une augmentation des salaires et de quelques mesures sociales — (telle que les congés agricoles payés) — dont il était exclu. Le mouvement prolétarien a eu ses incidences sur le cultivateur dont la situation s'est améliorée ; sur le paysan pauvre auquel on accorde enfin le moratoire des dettes et l'arrêt des saisies, une trêve dans sa lutte incessante contre la misère.

La réalisation du Front unique et de l'unité syndicale, le prestige de la Révolution d'Octobre 1917, dont la bureaucratie stalinienne a usurpé le rayonnement, ont permis aux chefs socialistes et communistes, ainsi qu'aux dirirgeants réformistes de la C.G.T., de rester à des postes responsables, de conserver une vaste emprise sur les masses travailleuses qu'ils sont incapables de guider pour leur émancipation et qu'ils fourvoient à la traîne de la fraction de gauche de la bourgeoisie. Les succès ouvriers n'ont pas été élargis, ni exploités en vue d'un nouveau bond en avant, la victoire prolétarienne a été sabotée.

Il fallait réaliser partout de véritables comités de masses élus démocratiquement à la base et constamment révocables !

Il fallait aussi une C.G.T. de combat ! Il fallait des milices ouvrières armées !

A ces conditions seulement, la vague populaire, brisant la force d'inertie du gouvernement pouvait balayer radicalement les formations fascistes ; le contrôle des ouvriers et des paysans pouvait s'exercer sur les grandes entreprises dans lesquelles on les vole et on les exploite, briser net la hausse du coût de la vie, préparer l'investissement de ces milliers de bastions capitalistes, forme tangible et vulnérable des « riches qu'il faut faire payer » !

Aucune de ces conditions n'a été réalisée.

Les comités de masses et les milices ouvrières armées sont combattus systématiquement par le patronat industriel et agraire, par la police « républicaine » et par la bureaucratie socialiste et communiste.

Malgré ses 5 millions d'adhérents, la C.G.T. n'est pas l'organisation de défense des intérêts ouvriers ; sous la direction de Jouhaux-Racamond, elle est, au service du gouvernement de Front Populaire, la camisole de force qui paralyse le prolétariat, le jette à fond de cale dans l'esquif gouvernemental auquel il sert de lest.

Le fascisme se reconstitue légalement sitôt que, légalement, on l'a dissous : ses formations redoublent d'audace et d'insolence ; mais leur action publique n'est rien auprès de leur organisation clandestine et de leur action en profondeur ; déjà, infiltrées dans les organisations syndicales et politiques, elles y accomplissent progressivement une sûre besogne de reprise en sous-œuvre, de désagrégation et de provocation.

Le Gouvernement de Front Populaire, dans le monde bouleversé par les conflits impérialistes renaissants et les remous de la lutte des classes, n'est plus qu'une boussole affolée, dont l'aiguille oscille entre le patronat de combat et la petite bourgeoisie radicale. Mécontentant les uns et les autres, il offre aux uns et aux autres des gages prélevés sur les ouvriers et les paysans pauvres. Enervant toutes les couches de la société par ses oscillations et ses mesures contradictoires, il a offert au fascisme un terrain propice pour sa démagogie, en semant tour à tour l'effroi et la surenchère.

La clef de la situation mondiale est en France !

Les ouvriers et les paysans de France, force non entamée devant les forces non entamées de la grande bourgeoisie, joueront leur destin dans les mois qui vont suivre.

Mais le développement de la crise mondiale, la situation politique et économique de la France dans le monde, la liaison organique des internationales capitalistes et fascistes, prouvent avec évidence que la lutte des forces bourgeoises et prolétariennes dans le cadre de ce pays, constitue l'étape décisive, pour toute une période historique, de la lutte des classes sur le plan international.

L'U.R.S.S. n'est plus la forteresse sur laquelle se centre la révolution prolétarienne mondiale. Les nouvelles couches dirigeantes de l'Etat soviétique, qui ont éliminé ou exécuté les chefs de la Révolution d'Octobre, abandonnant tout programme de révolution mondiale, trahissant toute lutte prolétarienne contre le système capitaliste, se sont intégrés dans le cercle des Etats capitalistes, se livrent au jeu diplomatique des alliances et des pactes et y subordonnent l'action des ouvriers qui suivent les sections de la IIIe Internationale. Menacée par les impérialismes alllemands et japonais et, sans pratiquer elle-même une politique impérialiste d'extension territoriale, l'U.R.S.S. — pour fortifier ses positions — table ici sur la force de l'impérialisme français. La politique de l'U.R.S.S. joue donc un rôle déterminant, par ses moyens propres et par le canal du Parti Communiste au sein du Front Populaire, dans la préparation des masses travailleuses à la guerre. La puissance militaire de l'impérialisme français et l'hystérie chauvine qu'il engendre dans ce pays contribuent à faire de la France le point crucial, le tonneau de poudre de la politique européenne.

L'issue de la lutte que soutiennent les ouvriers et paysans d'Espagne contre la bourgeoisie espagnole avec laquelle le fascisme hitlérien et italien ont partie liée, pose de redoutables éventualités.

Le triomphe ou l'échec de la révolution prolétarienne en Espagne, l'écrasement du fascisme ou son extension à toute l'Europe; la paix ou la guerre mondiale ; la régénération de la Révolution d'Octobre ou le rétablissement du capitalisme en U.R.S.S. ; toutes ces questions se résoudront dans une voie ou dans l'autre, selon la capacité des travailleurs de France à renverser la bourgeoisie, à instaurer la dictature du prolétariat pour mettre la Société sur le chemin du socialisme.

La contre-offensive du patronat français contre les ouvriers, les lock-out, les réductions et les modifications d'emploi, les usines ouvertes aux briseurs de grève et aux nervis, la vie chère, ne sont que les phénomènes avant-coureurs de la vague guerrière et de la vague fasciste.

S'organiser pour briser l'offensive patronale dans sa propre usine ou dans son propre village, passer à l'offensive contre le régime, c'est la seule voie qui permette d'écarter la guerre et le fascisme !

La lutte contre l'offensive du capital c'est la lutte pour le pouvoir des ouvriers et des paysans

Travailleurs de la ville et des champs, nous sommes à l'heure historique de la lutte finale pour le socialisme, et, malgré les préjugés, les erreurs et les illusions engendrées dans ce pays par plus d'un demi-siècle de pseudo-démocratie, au cours de laquelle les partis politiques au pouvoir ont perfectionné la machine gouvernementale, le nombre grandit de ceux qui veulent se sauver de la déchéance et de la misère où le capitalisme les entraîne, et comprennent que leur avenir dépend de leur propre action révolutionnaire.

Le Parti Communiste Internationaliste — c'est en quoi il diffère des anarchistes — reconnaît la nécessité, pendant une période de transition, d'un Etat, mais il combat l'Etat tel que l'a créé la bourgeoisie pour ses besoins de classe, et dans lequel les organes du pouvoir : police, armée, administrations, sont distincts du peuple travailleur. Poursuivant l'expérience des Communards de 1871, des révolutionnaires russes de 1905, des bolcheviks de 1917, nous voulons substituer à la « machine gouvernementale toute prête » le pouvoir des ouvriers et des paysans, dans lequel police, armée, administration ne feront qu'un avec le peuple tout entier.

FACE A LA CONTRE-OFFENSIVE DU CAPITAL, IL FAUT CONSERVER D'ABORD CE QUI EST ACQUIS. Il n'est ouvrier ni paysan qui puisse accepter l'idée de céder aux injonctions de la bourgeoisie et de restituer à cette dernière, fût-ce un atome de ce qu'ils lui ont arraché. Mais l'expérience nationale et internationale des luttes ouvrières et paysannes démontre que c'est dans l'action pour des revendications plus larges qu'il est possible de conserver intégralement le bénéfice des succès antérieurs. La simple résistance à la contre-offensive bourgeoise est une formule vide de sens. Il faut reprendre l'offensive contre le capitalisme. Cinq mois de Front Populaire, où les « élus du peuple » ont « exercé le pouvoir bourgeois », prouvent expérimentalement que l'Etat bourgeois ne se transforme pas de soi-même en pouvoir ouvrier et paysan. Il faut abattre l'Etat capitaliste et instaurer la dictature du prolétariat, le gouvernement des ouvriers et des paysans.

Il faut s'organiser pour agir !

Tendant à grouper l'avant-garde consciente et organisée des masses travailleuses de la ville et des champs, le Parti Communiste Internationaliste, proclamant en toutes circonstances ses objectifs révolutionnaires : renversement violent du régime capitaliste, dictature du prolétariat, expropriation des expropriateurs, édification du socialisme vers une Société sans classes, et, partant, sans Etat, élabore son programme d'action, sa tactique, sa stratégie qui ne sont et ne peuvent qu'être le programme d'action, la tactique et la stratégie des masses travailleuses face à la bourgeoisie, et appelle les travailleurs à passer immédiatement à des formes d'organisation, appropriées aux conditions de l'action.

Le Parti Communiste Internationaliste suscite, organise et coordonne les manifestations de la lutte des classes, ses militants sont au premier rang de l'action syndicale et des comités de masses : dans les syndicats qui doivent être des organismes de lutte révolutionnaire pour la défense des intérêts ouvriers; dans les comités de masses — Conseils d'usine et Conseils paysans (soviets) — qui, élus démocratiquement dans chaque lieu de travail et d'habitation par les assemblées populaires, contrôlés par elles et constamment révocables, doivent devenir rapidement les organismes du pouvoir populaire opposés au parlementarisme bourgeois et se substituer finalement à ce dernier.

Conseils ouvriers et Conseils paysans ont dès maintenant la tâche d'assurer la défense des travailleurs, le contrôle et la surveillance, puis l'organisation de la production aujourd'hui détenue et parfois sabotée par le capitalisme ; dans les milices armées qui doivent être organisées sans délai. Que la tragique expérience de nos frères d'Espagne désarmés par le « Frente Popular » devant les légionnaires de Franco ne quitte pas nos esprits ! Que chaque usine, chaque village de France devienne un centre agissant de lutte contre le capitalisme, pour le socialisme !

Sur ces bases indispensables de l'organisation, le Parti Communiste Internationaliste appelle les travailleurs de la ville et des champs à mener avec lui LEUR POLITIQUE INDEPENDANTE DE CLASSE :

Les radicaux à la porte !

Dans les conjonctures actuelles où les fractions de la bourgeoisie réclament un remaniement du Front populaire et de l'équipe gouvernementale, nous nous opposons de toutes nos forces à cette double manœuvre d'une nouvelle équipe qui continuerait la même politique ou d'une nouvelle consultation électorale qui remettrait en cause la volonté électorale exprimée par les travailleurs. Pas de nouvelles élections, mais la réalisation d'un programme ouvrier et paysan pour le pain, la paix et la liberté !

Le Gouvernement de Front populaire, contrairement à la volonté de 3 millions et demi de travailleurs, partage l'exercice du pouvoir avec les élus radicaux dont la politique est uniquement conservatrice. Il est faux que le parti radical soit l'expression politique des classes moyennes et de la paysannerie ! Le boutiquier endetté, l'ouvrier agricole et le paysan pauvre ne sont déjà plus avec les radicaux ; les classes moyennes en voie de prolétarisation ou de paupérisation n'ont plus, en France, l'importance économique qui confère un rôle politique déterminant, la lutte se joue entre le capitalisme et le prolétariat, c'est avec le prolétariat que les paysans pauvres et les classes moyennes trouveront leur paix, leur pain, leur liberté.

La succession de Blum est ouverte ?

Soit ! Le Parti communiste internationaliste qui avait dénoncé la dérobade des chefs communistes devant les responsabilités du pouvoir, dénonce aujourd'hui leur démagogie gauchiste. Tous les élus socialistes et communistes sont solidairement responsables devant les travailleurs, et les dirigeants de la C. G.T. partagent cette responsabilité. A vos postes ! Un seul mot d'ordre dans la crise actuelle : THOREZ, BLUM, JOUHAUX AU GOUVERNEMENT SOUS LE CONTROLE DES MASSES ! Gouvernement Thorez-Blum-Jouhaux dont les masses doivent utiliser l'existence pour créer ou renforcer leurs Conseils ouvriers et paysans, leurs milices armées, leur contrôle sur la production et la gestion des grandes usines, leur lutte contre la guerre, leur résistance active devant la vie chère.

Un programme d'action immédiate

Nous voulons tout de suite :

Un réajustement automatique des salaires sous le contrôle des comités élus.

L'application effective, immédiate, de la semaine de 40 heures.

Le relèvement de l'indemnité aux chômeurs.

La rémunération normale des paysans exploités par les féodalités économiques, la diminution progressive de leurs charges aux dépens du grand propriétaire foncier ; l'arrêt effectif des ventes forcées et des saisies, le moratoire des dettes.

Jeunes travailleurs, femmes et immigrés, nous exigeons l'égalité du salaire devant l'égalité du travail. Nous engagerons la lutte en faveur des revendications qui montent des casernes et des navires de guerre en même temps qu'une campagne systématique contre les deux ans, pour la réduction du temps de service.

Nous ferons abroger les néfastes décrets-lois Laval qui subsistent mais engageons également l'action pour que soit brisée la camisole de force des accords Matignon qui jugulent la classe ouvrière par l'application des contrats collectifs. Les signataires des accords Matignon contestent aujourd'hui le droit aux assemblées d'usines de décider la grève ou d'engager la lutte. Nous n'acceptons pas de tels accords qui préludent à l'union sacrée ; à la frustration du droit de grève et des avantages arrachés par la classe ouvrière.

Les seuls contrats collectifs valables pour un temps donné ce sont ceux que l'assemblée ouvrière accepte et impose au patronat, et non ceux que le patronat lui impose !

Nous luttons pour la désignation permanente des comités d'usine, la reconnaissance de leurs délégués, la liaison inter-usines dans les congrès ouvriers de délégués ouvriers.

Nous lutterons pour le rejet des projets financiers par lesquels le Gouvernement du Front populaire fait supporter aux travailleurs les charges d'une politique dominée par les capitalistes. Pas un sou sur les 10 milliards de crédits supplémentaires réclamés pour la guerre ! Pas un sou pour le paiement des dettes que l'Etat a contractées devant les banquiers ! Révision de la Dette publique !

Abolition du budget colonial qui permet aux cliques militaires et à l'aristocratie des grands colons d'exploiter l'indigène ; Abolition du code de l'indigénat ; droits politiques égaux pour les travailleurs immigrés et coloniaux à ceux des travailleurs de la métropole ; droit des peuples coloniaux à se séparer de la métropole ; droit de l'Alsace-Lorraine à l'autonomie par sa séparation de la France impérialiste.

Contrôle ouvrier et paysan sur les bénéfices des grandes firmes ; nationalisation des banques et des compagnies d'assurances, dégrèvements fiscaux sur les travailleurs.

Mais la trésorerie largement ouverte pour les œuvres sociales, les laboratoires, les aménagements d'ordre économique, technique ou culturel... Les grands travaux sous le contrôle des masses. En un mot, opposer à la ronde des milliards pour les besoins de la bourgeoisie, l'utilisation rationnelle des finances pour l'aménagement et l'équipement national qui sera demain la propriété collective des travailleurs, tel est le programme immédiat sur lequel le Parti communiste internationaliste appelle les travailleurs à s'organiser et à lutter.

Vers l'unité révolutionnaire, marchons séparément, frappons ensemble !

Le capitalisme est international, la lutte de classes contre lui ne peut donc être menée et dirigée que par une organisation internationale : Le Parti communiste internationaliste travaille pour la construction de la IVe Internationale. Le Parti communiste internationaliste combat la IIe Internationale dont le chef, en France, Léon Blum, a promis à la Chambre le concours du Parti socialiste à la bourgeoisie française en cas « d'agression hitlérienne » comme, en 1914, contre « l'agression du Kaiser ».

Le Parti communiste internationaliste combat la IIIe Internationale dont le dirigeant, Staline, extermine l'avant-garde prolétarienne en U.R.S.S., entrave l'action révolutionnaire internationale sous prétexte de constituer « le socialisme dans un seul pays » et approuve les mesures de défense nationale du capitalisme français, déterminant le passage du P.C.F. à l'union sacrée et à l'hystérie chauvine.

Le Parti communiste internationaliste ne tait en rien les divergences qui l'opposent à un autre groupement se réclamant, lui aussi, de la IVe Internationale, et avec lequel il a sincèrement tenté une unification qu'il reconnaît présentement impossible.

Les méthodes intérieures du P.O.I. favorisent l'éclosion des tendances les plus opportunistes et permettent à ces tendances de triompher dans ses rangs, elles placent ce parti dans l'incapacité de se livrer à un recrutement durable, de former des cadres, de remplir dans le pays toutes les tâches, légales ou non, qui incombent à un parti révolutionnaire. Ces carences et ces fautes, si elles étaient encouragées, se répéteraient en s'amplifiant à l'échelle internationale et renouvelleraient les méthodes condamnables et pernicieuses du stalinisme.

Le Parti communiste internationaliste précise également sa position devant des groupes oppositionnels des partis socialiste et communiste : « GAUCHE REVOLUTIONNAIRE » et groupe « QUE FAIRE ? ». Se situant sur la gauche des partis socialiste et communiste, ces formations défendent à l'intérieur ou à l'extérieur de leurs partis un programme confus ; elles hésitent à rompre catégoriquement avec les vieux partis traîtres qu'elles critiquent, et ce faisant, contribuent à les accréditer parmi les travailleurs en se refusant à défendre le drapeau de la IVe Internationale. Par leur confusion, ces formations sont destinées à subir dans les heures décisives le triste sort de leur formation sœur en Espagne, le Parti d'unification marxiste (P.O.U.M.).

Le P.O.U.M., au lieu de pousser jusqu'au pouvoir la lutte des ouvriers et des paysans, collabore avec la bourgeoisie catalane, dissout les milices ouvrières et participe à l'intégration des travailleurs dans l'armée républicaine bourgeoise.

Dans l'UNION ANARCHISTE se retrouvent aujourd'hui d'anciens militants communistes demeurés fidèles à la lutte des classes. Mais les théories anarchistes sur l'Etat, le Parti, la dictature du prolétariat ont été maintes fois réfutées par les marxistes à la lumière de l'expérience. L'Union anarchiste sera désorientée dans les luttes révolutionnaires, contraindra à l'impuissance — malgré leur héroïsme — les travailleurs qui la suivent et les mettra à la remorque — l'exemple actuel de l'Espagne s'ajoute aux précédents — des politiciens radicaux de la bourgeoisie. Les antiautoritaires de la C.N.T. sont actuellement entrés dans un ministère de collaboration avec la bourgeoisie catalane.

Le Parti communiste internationaliste estime que c'est dans une large confrontation des divergences qu'il est possible de réaliser une durable unité d'action plus que jamais nécessaire.

Partout, il y a des canailles fascistes à museler, des exploiteurs à vaincre, des revendications à faire triompher... Partout, il faut résister aux menées chauvines et à la préparation militaire, partout où on la prépare il faut lutter contre la guerre avant qu'elle n'éclate, et on la prépare partout !

Partout enfin, il faut regrouper les inorganisés, impulser les formations de masses : comités et conseils. Le Parti communiste internationaliste appelle tous les militants révolutionnaires, toutes les formations d'avant-garde à réaliser avec lui, devant la trahison des grands partis et la montée grandissante du péril, face aux Fronts populaires tricolores et chauvins, face au « Front des Français » de Staline, le FRONT ROUGE DES REVOLUTIONNAIRES.

Ralliement dans les rangs du Parti Communiste Internationaliste, sous le drapeau de la IVe Internationale !

Travailleurs de la ville et des champs, le Parti communiste internationaliste vous appelle à lutter dans ses rangs : Certes, depuis la grande Révolution d'octobre 1917, la classe ouvrière a subi de lourdes défaites, elle a essuyé bon nombre de trahisons, et pourtant tous les combats qu'elle a menés, quelle qu'en fut l'issue, confirment l'enseignement de Marx, d'Engels, de Lénine, de Trotsky : « L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES ».

Ralliez-vous au Parti communiste internationaliste ! Balayons le culte et la mystique des « chefs » qui apparente singulièrement la bureaucratie stalinienne et la propagande fasciste des Doriot et des de La Rocque. Pas de chefs qui ne soient élus démocratiquement selon leur valeur, constamment contrôlés, constamment révocables. Aux « commandements du chef », opposez la doctrine révolutionnaire, la tactique et l'expérience des luttes internationales, la liaison et l'organisation internationales des exploités...

La lutte sera dure et difficile ? Qu'importe. Dans cette lutte les travailleurs briseront leurs chaînes !

LE COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

RALLIEZ NOS RANGS

Le gérant : G. Van Heijenoort

Ce journal est composé et tiré par des ouvriers syndiqués.

IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »
66, Faubourg-Saint-Martin, Paris (10e)